



ANALYSE FINANCIERE **de** **la Commune d'UZES**

Trésorerie Principale d'UZES

PRESENTATION DE LA COMMUNE

Chef lieu de canton situé à 25 kms au nord de Nîmes, la commune d'Uzès est dotée de nombreux équipements publics destinés non seulement à la population locale, mais aussi à tout le secteur de l'Uzège et même au delà, notamment dans le domaine de la santé, de l'enseignement et des activités culturelles et sportives.

Son patrimoine architectural remarquable lui confère une vocation touristique très marquée, qui génère des contraintes financières particulièrement lourdes.

La ville d'Uzès n'a pas bénéficié des augmentations de population enregistrées dans les villages voisins : Dans le centre historique, les commerces remplacent progressivement les habitations :

- ⇒ 8 386 habitants au recensement de 1999,
- ⇒ 8 318 habitants au 01 janvier 2009,

Jusqu'en 1999, les populations légales étaient déterminées à l'occasion de chaque recensement général de la population, avec modification possible par un recensement intermédiaire « complémentaire ».

A partir de 2008, la nouvelle méthode de recensement basée sur des enquêtes de recensement annuelles permet de calculer chaque année des populations légales actualisées. Ainsi, fin 2008 sont publiées les populations légales qui entrent en vigueur le 1er janvier 2009.

Ces populations légales sont millésimées « 2006 » car elles sont calculées à partir des informations collectées lors des enquêtes de recensement de 2004 à 2008 et ramenées à une même date : celle du milieu de la période. L'égalité de traitement entre les communes est ainsi assuré.

Le nouveau dispositif de recensement qui actualise les populations légales chaque année se substitue aussi aux recensements complémentaires.

Au cours de ces dernières années, la Commune a développé une politique d'investissement soutenue dans le centre ville, mais aussi sur la périphérie avec la création de Zones d'activité favorisant à la fois le développement de l'habitat individuel ou collectif et l'implantation d'entreprises.

Le tissu économique local est particulièrement dense : tous les secteurs d'activité sont représentés, notamment celui de l'alimentaire avec l'entreprise HARIBO fabricant de confiseries, mais aussi de l'imprimerie avec les Ets SEDI - VAL D'EURE, de la santé avec deux structures hospitalières importantes, de la grande distribution, de l'artisanat, du commerce de détail et de tous les métiers liés à l'activité touristique.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
PRINCIPAUX CONSTATS	4
I) LA FORMATION DE L'AUTOFINANCEMENT	5
A) COMPOSANTES DES CHARGES ET DES PRODUITS RÉELS DE FONCTIONNEMENT	5
1°) <i>Les charges réelles de fonctionnement</i>	5
2°) <i>Les produits réels de fonctionnement</i>	9
B) LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	12
II) L'INVESTISSEMENT	13
A) LE FINANCEMENT DISPONIBLE	13
B) LES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	13
C) LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	14
III) EQUILIBRE DU BILAN	15
A) LE FONDS DE ROULEMENT	15
B) LE BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	16
C) LA TRÉSORERIE	16
IV) MARGES DE MANOEUVRE	17
A) LA FISCALITÉ DIRECTE	17
▪ LA TAXE D'HABITATION	17
▪ LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES	17
▪ LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES	17
▪ LA TAXE PROFESSIONNELLE	17
B) ANALYSE DE L'ENDETTEMENT	22
C) LE COEFFICIENT D'AUTOFINANCEMENT COURANT	23
D) ANALYSE DES FACTEURS EXTERNES DE RISQUES	23
LEXIQUE	24
ANNEXES	26

INTRODUCTION

La Ville d'Uzès participe directement ou indirectement à divers Syndicats intercommunaux à compétence spécifique (Ordures ménagères, ramassage scolaire) et finance de nombreuses structures associatives. Elle adhère depuis le 1^{er} janvier 2002 à la Communauté de Communes de l'Uzège

Outre le budget principal, la commune gère cinq budgets annexes :

- deux budgets annexes de type M49 en régie directe (service d'eau et d'assainissement),
- deux budgets annexes « ZAC » (Mayac et Mas de Mèze),
- un CCAS autonome gérant lui-même un « foyer logement ».

La présente étude, réalisée en juillet 2009, porte sur les chiffres issus du compte de gestion et des fiches financières du budget principal au cours des exercices 2004 à 2008. Elle complète les analyses financières détaillées ou simplifiées réalisées entre 2005 et 2007 dans le cadre du réseau d'alerte des finances locales.

Les valeurs, exprimées en milliers d'Euros, sont comparées aux moyennes départementales et régionales des communes de 5 000 à 10 000 habitants.

PRINCIPAUX CONSTATS

Au cours des quatre années étudiées, la situation financière de la commune d'Uzès s'est progressivement dégradée sous l'effet :

- d'une augmentation des charges d'exploitation, et notamment des charges externes, supérieure à l'évolution des produits de fonctionnement,
- d'un rythme d'investissement élevé par rapport aux capacités financières de la commune et d'un niveau supérieur aux moyennes de la strate,
- d'un recours important à l'emprunt pour financer ce volume d'investissement, en raison d'une capacité d'autofinancement en forte baisse sur les deux dernières années.

La maîtrise des frais de personnel et l'évolution favorable des produits fiscaux, qui bénéficient de bases d'impositions très dynamiques, ne permettent plus de compenser l'accroissement des autres charges de fonctionnement et en particulier des frais financiers générés par une dette en forte progression.

Avec une pression fiscale au dessus de la moyenne nationale de la strate (CMPF à 1,07), les marges de manœuvre sur la fiscalité semblent réduites, surtout depuis l'augmentation des taux d'imposition décidée en mars 2009.

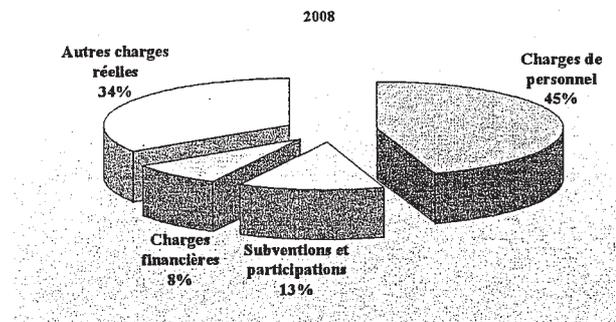
Outre la nécessité de mieux maîtriser l'évolution des charges de fonctionnement, et notamment des charges externes, une pause dans les investissements non productifs de revenus permettrait d'engager un processus de désendettement progressif.

Enfin, la prise en charge par l'intercommunalité de certains investissements et de nouveaux secteurs d'activité permettrait d'opérer des transferts de charges allégeant d'autant le budget communal.

I] LA FORMATION DE L'AUTOFINANCEMENT

A) Composantes des charges et des produits réels de fonctionnement

1°) Les charges réelles de fonctionnement



En 2008, les charges réelles représentent 9 722 K€ en augmentation de 4,6% et se répartissent ainsi :

- Les charges de personnel (44,9% soit 4 362 K€)
- Les autres charges réelles (34,2% soit 3 329 K€)
- Les subventions et participations (12,8% soit 1 246 K€)
- Les charges financières (8,1% soit 785 K€)

► Les charges de personnel progressent de 1,3% en 2008.

- Elles représentent 44,9% des dépenses réelles. Ce poste diminue en proportion en 2008 du fait de la progression des autres charges réelles. Il est au dessous du niveau moyen des communes qui se situe à 48,27%¹ pour le département et 51,54%² pour la région.
- Déduction faite des salaires refacturés aux différents services annexes (532000 € en 2008) ils ne représentent plus que 39,40% des dépenses réelles.
- Le taux d'évolution des charges brutes de personnels³ est stable sur 2008 après un taux de +6% et +5% respectivement en 2006 et 2007.

	2005	2006	2007	2008	2005/ 2006	2006/2 007	2007/2 008
Personnel titulaire	6411 2 179 452	2 389 373	2 640 885	2 769 903	10%	11%	5%
Personnel non titulaire	6413 346 057	319 693	306 271	284 249	-8%	-4%	-7%
Emplois d'insertion	6416 246 304	166 787	97 292	29 760	-32%	-42%	-69%
- Remboursements sur rémunérations du personnel	6419 75 894	48 788	42 154	77 049	-36%	-14%	83%
Rémunérations du personnel	641 2 695 919	2 827 065	3 002 295	3 006 863	5%	6%	0%

¹ En 2008, 12 communes de 5 000 à 9 999 habitants pour le département du Gard (92,3% centralisées)

² En 2008, 61 communes de 5 000 à 9 999 habitants pour la région Languedoc Roussillon (98,4% centralisées)

³ Rémunérations du personnel (compte 641) hors charges sociales et autres cotisations

► Les autres charges réelles progressent globalement de 7,8%. Elles sont formées à 92% par des achats et charges externes. Cette augmentation provient donc essentiellement des achats et charges externes (8,22 % soit + 232 K€).

- Les achats et charges externes représentent 31,39% des charges réelles en 2008. Il se situe en moyenne à 26,48 % pour les communes du département de la même strate démographique.
- Le recours important aux services extérieurs (364€/habitant pour une moyenne régionale de 282€/h) compense la relative faiblesse des frais de personnel.

Les achats et charges externes se composent comme suit :

	2005	2006	2007	2008	2005/ 2006	2006/2 007	2007/ 2008	Ecart 2007- 2008	Part 2008
ACHATS	974 106	972 312	955 553	998 039	0%	-2%	4%	42 486	33%
SERVICES EXTERIEURS	810 479	885 581	922 969	1 051 175	9%	4%	14%	128 207	34%
AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	789 508	832 358	941 239	1 002 260	5%	13%	6%	61 021	33%
ACHATS et CHARGES EXTERNES	2 574 092	2 690 251	2 819 761	3 051 474	5%	5%	8%	231 714	100%

* Malgré la maîtrise des achats de fournitures et autres matières ; la forte progression du poste énergie (+76 K€), combustibles (+20 K€) et carburants (+7K€), entraînent une évolution de 4% des achats entre 2007 et 2008 soit + 42 K€.

* L'augmentation de 128 K€ en 2008 des services extérieurs trouve son origine dans la progression de 148 K€ du poste entretien et réparation.

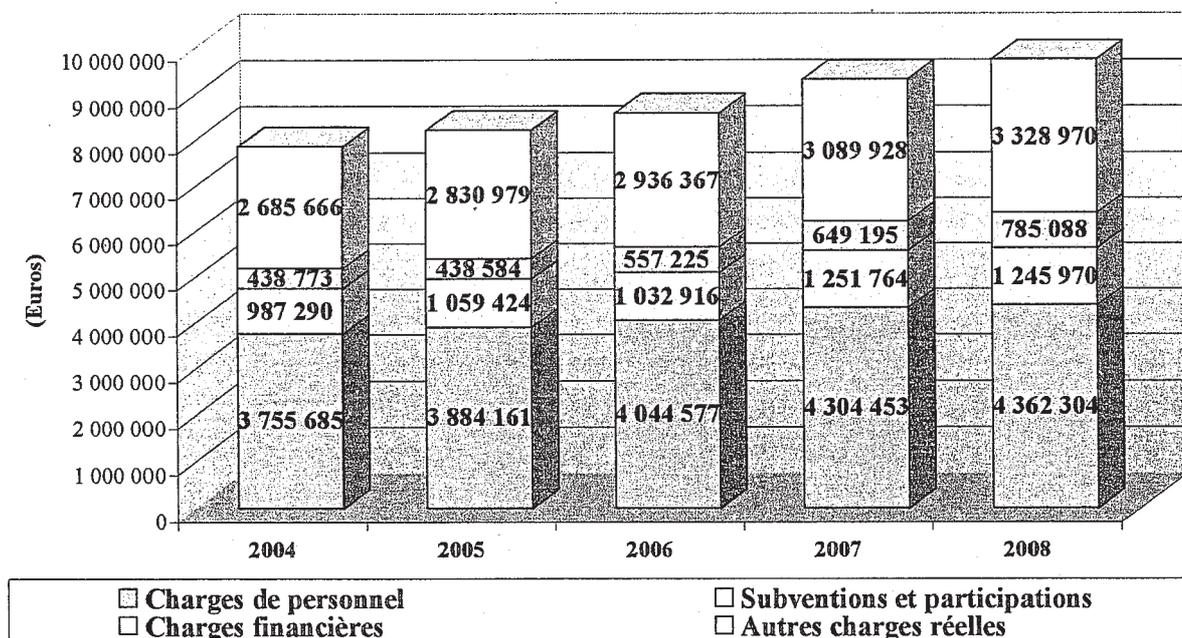
* Enfin, les autres services extérieurs, et notamment le poste Fêtes et cérémonies augmentent en 2008.

	2005	2006	2007	2008	2005/ 2006	2006/2 007	2007/ 2008	Ecart 2007- 2008	Part 2008
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	41 150	37 371	35 711	30 776	-9%	-4%	-14%	- 4 935	3%
Annonces et insertions	17 750	25 237	52 140	40 047	42%	107%	-23%	- 12 093	4%
Fêtes et cérémonies	204 415	208 956	267 158	339 815	2%	28%	27%	72 657	34%
Foires et expositions	23 856	15 051	17 447	7 883	-37%	16%	-55%	- 9 564	1%
Catalogues et imprimés	14 004	22 766	35 321	36 061	63%	55%	2%	740	4%
Publications	38 957	53 072	49 959	22 504	36%	-6%	-55%	- 27 455	2%
Publicité, publications, relations publiques	298 982	325 082	422 025	446 310	9%	30%	6%	24 286	45%
Déplacements, missions et réceptions	3 253	750	471	473	-77%	-37%	0%	2	0%
Frais postaux et frais de télécommunications	84 540	79 699	75 594	77 457	-6%	-5%	2%	1 863	8%
Autres services extérieurs	361 583	389 456	407 437	447 243	8%	5%	10%	39 805	45%
AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	789 508	832 358	941 239	1 002 260	5%	13%	6%	61 021	100%

► Les subventions et participations restent stables en 2008 après une augmentation en 2007 des subventions de fonctionnement versées.

	2005	2006	2007	2008	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	Ecart 2006- 2007	Ecart 2007- 2008	Part 2008
Service d'incendie	353 854	360 648	367 464	371 543	2%	2%	1%	6 816	4 079	30%
Contributions aux organismes de regroupement	15 764	13 056	13 176	11 740	-17%	1%	-11%	120	- 1 436	1%
Indemnités de logement aux instituteurs	1 781	1 649	980	905	-7%	-41%	-8%	668	- 76	0%
Contingents et participations obligatoires	371 399	375 352	381 621	384 188	1%	2%	1%	6 269	2 567	31%
Subventions de fonctionnement aux organismes publics	92 119	70 000	104 238	112 119	-24%	49%	8%	34 238	7 881	9%
Subventions de fonctionnement aux associations et autres	595 906	587 563	765 906	749 664	-1%	30%	-2%	178 343	- 16 242	60%
Subventions de fonctionnement versées	688 025	657 563	870 144	861 783	-4%	32%	-1%	212 581	- 8 361	69%
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS VERSEES	1 059 424.	1 032 915	1 251 765	1 245 971	-3%	21%	0%	218 850	- 5 794	100%

Évolution des charges réelles (montant)



Les **charges réelles** progressent sur la période étudiée (2004-2008) de 1 855 K€ ,soit un taux d'évolution annuel moyen de **5,53%**.

Cette évolution a pour origines la croissance sur 5 ans :

- Des charges de personnel + **607 K€**,
- Des charges financières + **345 K€**,
- Des autres charges réelles + **259 K€**,
- Des subventions et participations versées + **145 K€**, qui progressent fortement entre 2006 et 2007 (**+219K€ en un an**),

Le coefficient de rigidité des charges structurelles évalue le caractère incompressible de certaines dépenses, il mesure le poids des charges de fonctionnement les plus rigides et difficilement compressibles par rapport aux produits.

Il se calcule selon la formule :

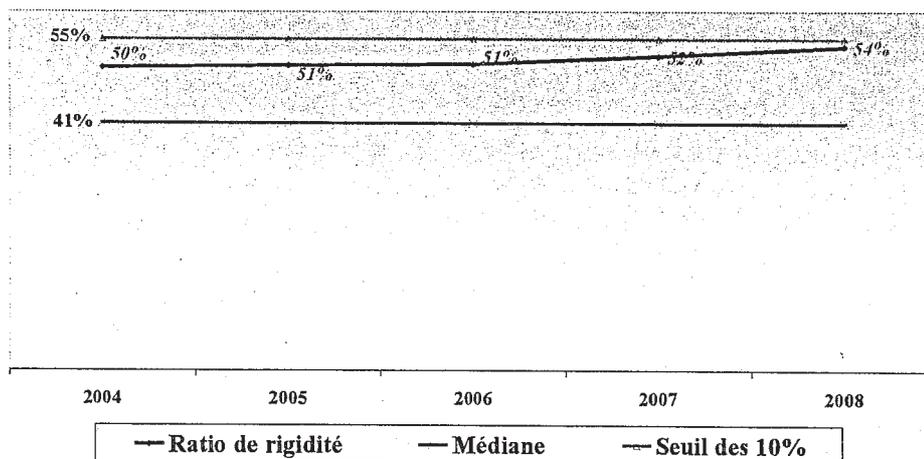
$$(Charges\ de\ personnel\ +\ Contingents\ et\ participations\ +\ Charges\ d'intérêts) / Produits\ de\ fonctionnement$$

Le ratio s'établit à 0,54, il atteint le seuil critique et nécessite une attention particulière : avec 54 % des produits destinés à payer les charges incompressibles, la marge de manœuvre est limitée.

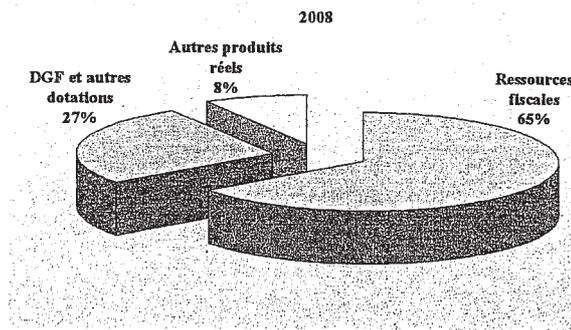
A titre indicatif, la médiane (cf. graphique) représente le seuil en deçà duquel la commune se situerait favorablement au regard de ce ratio, soit à 41%.

Ratio de rigidité

Couverture des charges (personnel, contingents, intérêts) par les produits



2°) Les produits réels de fonctionnement



En 2008, les produits réels représentent 10 240 K€ en augmentation de 0,5% et sont composés à :

- 64,7% des ressources fiscales (soit 6 626 K€)
- 26,8% de la dotation globale de fonctionnement et autres dotations (soit 2 743 K€)
- 8,5% des autres produits réels (soit 870 K€)

Après neutralisation des recettes liées à la refacturation des frais de personnel (532K€), et au reversement du produit du stationnement à l'exploitant (397K€), les produits réels s'élèvent à 9 311 K€ soit 1110€ par habitant, niveau inférieur à la moyenne régionale de 1287€.

- ▶ Entre 2007 et 2008, les ressources fiscales passent de 63,6% à 64,7% des produits réels.

Le taux d'évolution de 2,2% des ressources fiscales (+ 145 K€) se décline ainsi :

- ▶ Les impôts locaux (5 486 K€) progressent de + 6,24% en 2008 soit + 322 K€.

Les impôts locaux (contributions directes) représentent 83 % des ressources fiscales de l'exercice 2008.

Le poids des impôts locaux dans les produits réels (53,57%) est au dessus des moyennes constatées en 2008 tant au niveau départemental (39,46%) que régional (42,40%).

Un examen détaillé de la fiscalité directe permettra d'évaluer les marges de manœuvre de la collectivité dans ce domaine (cf. supra).

- ▶ Les autres impôts (1 140 K€) diminuent de 13 % suite à la baisse des taxes additionnelles aux droits de mutations.

	2005	2006	2007	2008	2005/2006	2006/2007	2007/2008	Ecart 2006-2007	Ecart 2007-2008	Part 2008	
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	7331	1 325	3 162	1 180	1 057	139%	-63%	-10%	- 1 982	- 123	0%
Droits de place	7336	135 666	131 381	127 843	132 852	-3%	-3%	4%	- 3 538	5 009	12%
Droits de stationnement	7337	307 151	341 903	394 316	402 547	11%	15%	2%	52 414	8 231	35%
Autres taxes	7338	4 751	-	-	-	-	-	-	-	-	0%
Taxes pour utilisation des services publics et du domaine	733	448 893	476 445	523 339	536 456	6%	10%	3%	46 893	13 117	47%
Taxe sur l'électricité	735	183 547	182 329	184 764	196 186	-1%	1%	6%	2 436	11 422	17%
Taxes de séjour	7362	20 075	18 825	39 645	30 110	-6%	111%	-24%	20 820	- 9 535	3%
Impôt sur les spectacles	7363	657	476	-	-	-28%	-100%	-	476	-	0%
Taxe sur les jeux de boules et de quilles	7365	-	-	685	-	-	-100%	685	- 685	0%	
Impôts et taxes (publicité)	7361	22 916	21 545	42 690	32 802	-6%	98%	-24%	21 145	- 10 088	3%
Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	7381	330 805	507 047	566 678	371 948	53%	12%	-34%	59 632	- 194 730	33%
Autres taxes diverses	7388	-	-	-	2 979	-	-	-	-	2 979	0%
Autres taxes	738	330 805	507 047	566 678	374 927	53%	12%	-34%	59 632	- 191 751	33%
AUTRES IMPOTS		986 162	1 187 366	1 317 472	1 140 171	20%	11%	-13%	130 106	- 177 301	100%

► La DGF et les autres dotations diminuent de 3,7% soit -106K€ en 2008. Elles représentent 26,79% des produits réels en 2008 contre 26,35% en moyenne sur le département et 26,91% sur la région.

		2005	2006	2007	2008	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Dotation forfaitaire	7411	1 856 605	1 877 836	1 901 602	1 924 187	1,1%	1,3%	1,2%
Dotation de solidarité rurale	74121	198 237	224 516	247 907	264 828	13,3%	10,4%	6,8%
Dotation nationale de péréquation	74127	96 154	118 389	92 744	79 916	23,1%	-21,7%	-13,8%
D.G.F.	741	2 150 996	2 220 741	2 242 253	2 268 931	3,2%	1,0%	1,2%

► La dotation forfaitaire augmente de 22 K€ soit 1,2% en 2008 du fait de l'application des différents taux d'évolution. (voir calcul en annexe).

Au sein de la dotation forfaitaire sont distinguées plusieurs parts :

- une dotation de base variant en fonction de la taille des communes,
- une part proportionnelle à la superficie égale à 3,18 € par hectare en 2008,
- une part de compensation des baisses de DCTP,
- et un complément de garantie.

► La dotation de solidarité rurale (265 K€) progresse de (+17 K€) et comprend deux parts :

- La fraction « bourgs-centres » (188 K€ en 2008) constitue ce que l'on pourrait appeler une reconnaissance du rôle structurant joué par certaines communes plus développées au sein du monde rural, en privilégiant celles qui ont des ressources faibles .
- La fraction péréquation (77 K€) comprend 4 parts :
 - une part répartie en fonction du potentiel financier. Cette part représente 49% du montant total de la fraction péréquation, soit 38 K€ en 2008 ;
 - une part liée à la longueur de voirie, soit 8,25 K€ pour 43 km
 - une part qui dépend du nombre d'enfants de 3 à 16 ans, soit 31 K€ pour 1 309 enfants

► La dotation nationale de péréquation (80 K€) diminue de 13 K€ soit -14%.

- La part principale vise à corriger les insuffisances de potentiel financier.

Le potentiel financier par population DGF s'élève à 803,35 en 2008, niveau inférieur au potentiel financier par habitant de la strate (894,96).

Le potentiel fiscal de TP par population DGF est de 325,16 en 2008 alors qu'il est de 366,71 pour la strate.

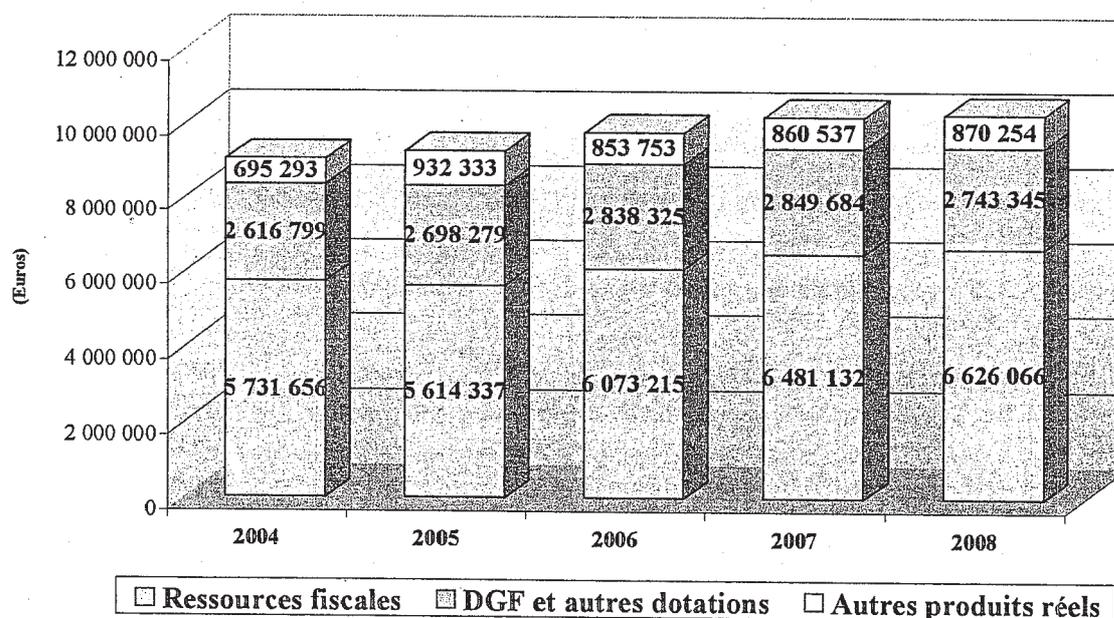
► Les autres attributions et participations (474 K€) diminuent de 133 K€ .

Elles correspondent principalement aux compensations versées par l'Etat en contrepartie des pertes de recettes subies suite aux exonérations et allègements de fiscalité locale qu'il décide. Ces compensations baissent de - 51 K€ en 2008

- Compensation au titre de la taxe d'habitation (146 K€). En hausse de 4,8%, elle correspond aux bases exonérées au titre des personnes de conditions modestes au cours de l'année précédente par le taux de TH de 1991 (10,14%).

- Compensation au titre de la **taxe foncière sur les propriétés bâties (24 K€)**. En hausse de 18,7%, elle correspond aux bases exonérées au titre des personnes de conditions modestes de l'année précédente par le taux de TFPB de 1991 (15,29%).
- Compensation au titre de la **taxe foncière sur les propriétés non bâties (11 K€)**, Certaines terres agricoles sont exonérées de la TFPNB à concurrence de 20% depuis 2006. Les pertes de recettes supportées par la commune sont compensées à hauteur de la base exonérée (15 847) par le taux de TFPNB de 2005 (66.69%) soit 10 568 € en 2006. Depuis 2007, la compensation est actualisée par application du taux annuel d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (+2,08%).
- Compensation au titre de la **taxe professionnelle (144 K€)**. En baisse de 13,6% par rapport à 2007, elles correspondent en 2008 à la réduction progressive de la fraction recettes (80 431 €), réduction salaires (16 493 €) et l'abattement de 16% (46 995 €). Aucune compensation n'est versée en 2008 au titre de la création d'établissements (22568€ en 2007).

Évolution des produits réels (montant)



Les **produits réels** progressent sur la période étudiée (2004-2008) de **1 196 K€** ,soit un taux d'évolution moyen annuel de **3,15%**.

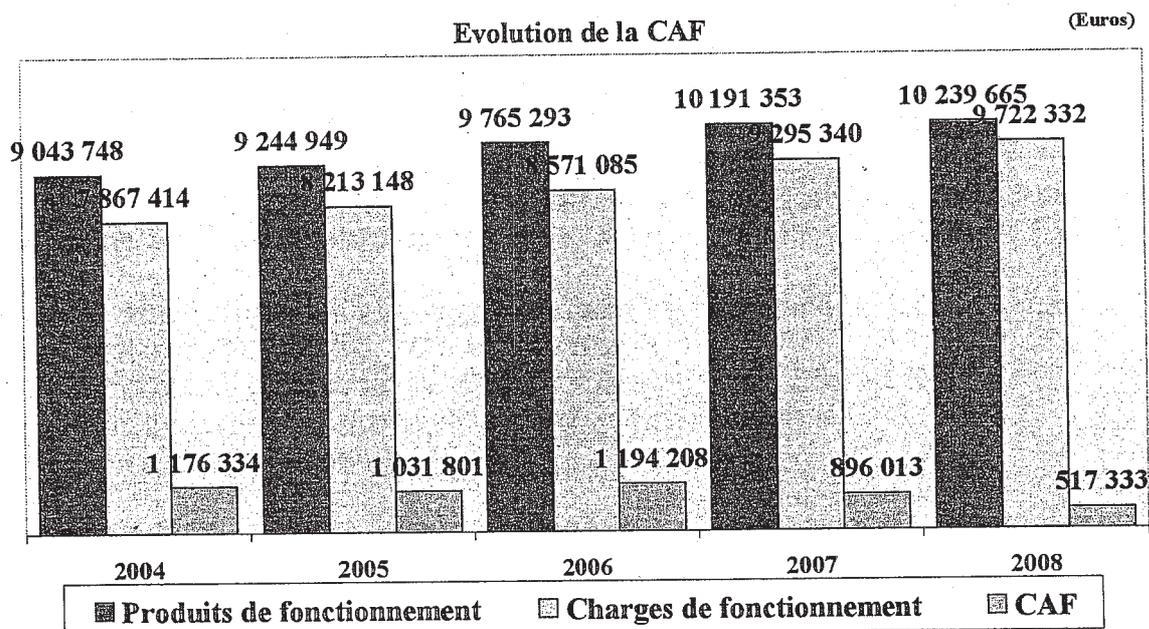
Cette évolution a pour principales origines la progression :

- des ressources fiscales **+894 K€**,
- de la DGF **+ 126 K€**,
- des autres produits **+ 178 K€**.

B) La Capacité d'autofinancement

La Capacité d'autofinancement (CAF) représente l'excédent résultant du fonctionnement utilisable pour financer les opérations d'investissement (remboursements de dettes, dépenses d'équipement...). Elle est calculée par différence entre les produits réels de fonctionnement (hors produits de cession d'immobilisation) et les charges réelles.

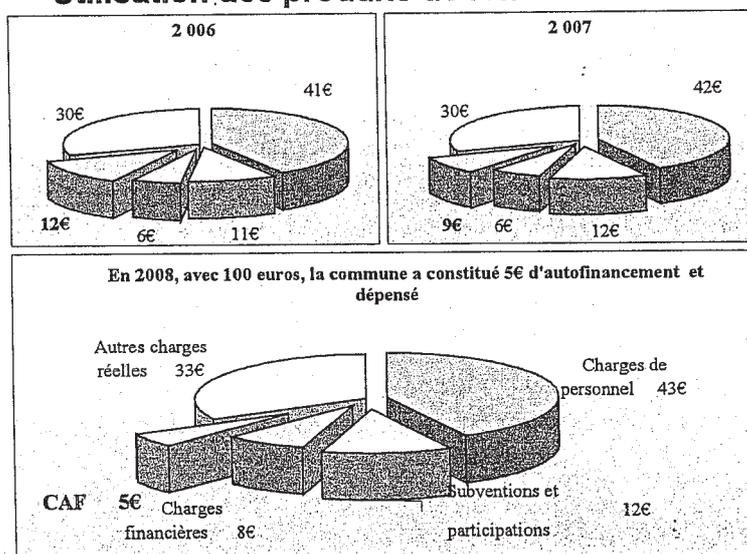
La CAF baisse de 42,3% en 2008 du fait d'une évolution plus rapide des charges par rapport aux produits. Cette tendance qui a débuté en 2007 s'accroît fortement sur l'exercice 2008.



Le rapport entre la CAF et les produits réels est de 5,05% en 2008 contre 10,78% pour les communes de sa strate au niveau de la région. Il était de 12,2% en 2006.

En 2008, avec 100€ de produits la commune a constitué 5 € d'autofinancement et dépensé 43€ de charges de personnel.

Utilisation des produits de fonctionnement



II) L'INVESTISSEMENT

L'ensemble des dépenses d'investissement s'apparente à des emplois (dépenses d'équipement, remboursements de dettes, autres...). Parallèlement, l'ensemble des moyens financiers dont dispose la commune constitue des ressources (CAF, plus-values de cession, dotations et subventions, emprunts...). Le solde entre le total des ressources et le total des emplois représente la variation du fonds de roulement.

A) Le financement disponible

Le financement disponible représente le total des ressources (hors emprunts) dont dispose la collectivité pour investir, après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes.

L'excédent dégagé en fonctionnement ne permet pas de couvrir le remboursement de la dette. La capacité d'autofinancement « nette » reste *négative* en 2008.

En ajoutant à cette somme les autres ressources d'investissement :

- Dotations (TLE 59 K€, FCTVA 540 K€)
- Subventions d'équipement (Département 139 K€, Etat 91 K€)
- Participations pour non réalisation d'aires de stationnement (36 K€)
- Plus-values de cession (15 K€)

La commune dispose de **169 K€** pour ses dépenses d'équipement. Ce montant représente le **financement disponible** de la commune.

UZES

Montants affichés en Euros

Calcul du financement disponible

Publique	2004	2005	Var.	2006	Var.	2007	Var.	2008	Var.
Produits de fonctionnement réels	9 043 748	9 244 949	2,2	9 765 293	5,6	10 191 353	4,4	10 239 665	0,5
- Charges de fonctionnement réelles	7 957 414	8 213 148	4,4	8 571 085	4,4	9 295 340	8,4	9 722 332	4,6
= Capacité d'autofinancement (CAF)	1 176 334	1 031 801	-12,3	1 194 208	15,7	896 013	-25,0	517 333	-42,3
- Remboursement de dettes	953 010	1 022 300	7,3	1 100 638	7,7	1 236 289	12,3	1 240 086	0,3
+ Refinancement à déduire	0	0		0		0		0	
= CAF nette	223 324	9 501	-95,7	93 570	884,9	-340 276	NS	-722 753	-112,4
+ Autres ressources d'investissement	1 952 549	941 316	-49,2	1 010 783	7,4	1 092 016	8,0	981 954	-19,2
= Financement disponible	2 075 873	990 817	-54,2	1 104 353	16,1	751 740	-31,3	159 201	-78,9

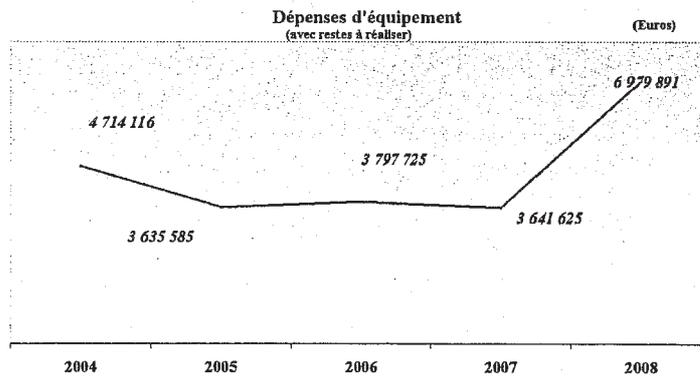
B) Les dépenses d'équipement

Entre 2004 et 2008, la moyenne annuelle des dépenses d'équipement (3 800 K€ hors restes à réaliser), a plus que doublé par rapport à la période 1998/2003 (1 800 K€).

Ces sommes représentent près de 70% du total des dépenses d'investissement, soit 453 € par habitant sur la période, niveau supérieur à la moyenne régionale sur la même période 2004/2008 (419€/h).

Leur financement entre 2004 et 2008 provient essentiellement des emprunts (66 %), générant une augmentation de l'annuité de la dette (+45,5% en 5 ans).

Évolution des dépenses d'équipement (ratio par habitant)



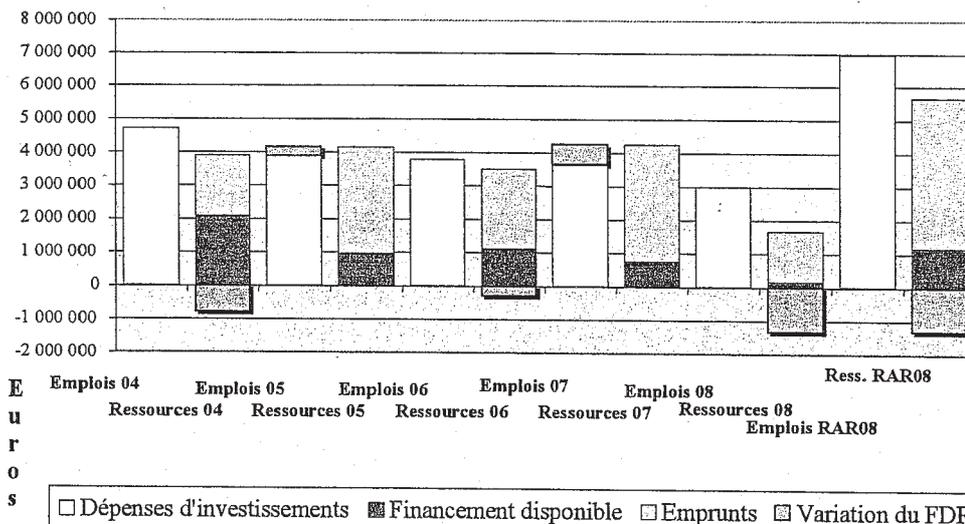
C) Le financement des investissements

Les dépenses d'équipement réalisées en 2008 (hors remboursements de dettes) sont financées :

- à 9% par les subventions d'équipement
- à 20% par des dotations et autres fonds
- à 50% par l'emprunt.

La commune a prélevé sur ses réserves pour compléter le financement des investissements
La variation du fonds de roulement est donc négative sur l'exercice.

Financement des investissements



III) EQUILIBRE DU BILAN

Le bilan décrit, à la clôture de l'exercice, l'ensemble du patrimoine que la commune a constitué d'année en année.

Ce patrimoine comprend un 'actif' (total des biens immobiliers ou mobiliers, des créances et de la trésorerie) et un 'passif', total des moyens de financement que détient la commune (dotations, subventions, dettes...).

La mesure de l'équilibre financier de la commune s'effectue à travers trois grandeurs caractéristiques : le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie.

bilan en 2008

ACTIF	PASSIF
Immobilisations 85 944 088	Subventions, dotations, réserves 68 188 404
Stocks et créances 498 642	Dettes financières 17 879 442
Trésorerie 703 187	Dettes fournisseurs, sociales 1 078 072
	FDR = 123 758
	BFR = -579 430
	Trésorerie = FDR - BFR = 703 187

A) Le fonds de roulement

Le fonds de roulement est égal à la différence entre les financements disponibles à plus d'un an (les dotations et réserves, les subventions, les emprunts) et les immobilisations (les investissements réalisés et en cours de réalisation).

Cette différence correspond, en comptabilité budgétaire, à la somme des excédents définitifs que la commune a dégagés au cours du temps.

Le fonds de roulement permet de couvrir le décalage entre encaissement de recettes et paiement de dépenses.

Le FDR 2008 est de 124 K€ . Il couvre seulement 5 jours de dépenses de fonctionnement réel.

B) Le besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est égal à la différence entre l'ensemble des créances plus stocks et les dettes à court terme (dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales...). Une créance constatée, non encaissée génère un besoin de financement. A l'inverse, une dette pas encore payée vient diminuer ce besoin de financement. Le BFR traduit le décalage entre perception de recettes et paiement de dépenses.

Les créances se stabilisent aux environs de 500 K€ et les dettes à 260 K€. Seul le solde d'exécution des opérations avec les budgets annexes passe d'une créance de 586 K€ en 2007 à une dette de 683K€ en 2008, générant un besoin en fonds de roulement négatif de - 579 K€.

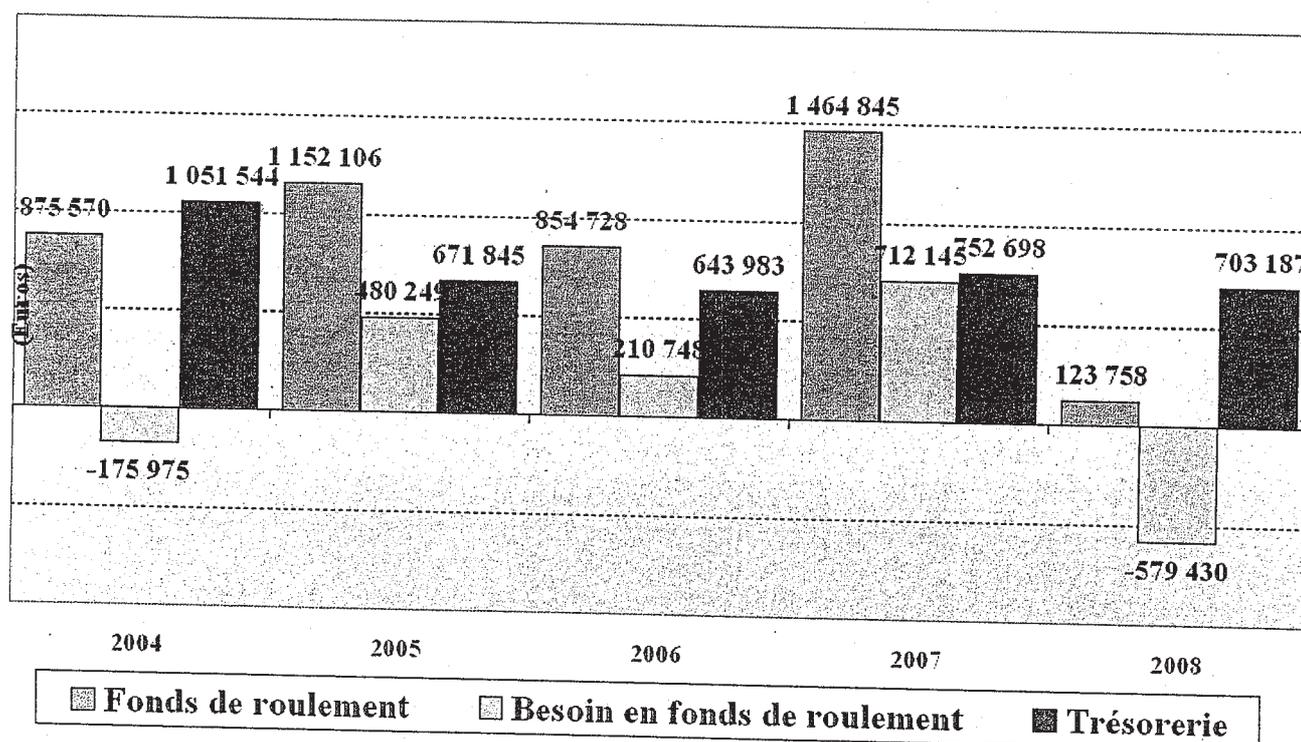
L'accélération du rythme d'encaissement des créances passe par une amélioration de la qualité d'émission des titres de recettes (débiteur juridique, nature de la créance, éléments de liquidation...), notamment au niveau du service des Eaux.

C) La trésorerie

La trésorerie du bilan comprend le solde du compte au Trésor, mais également les autres disponibilités à court terme comme les valeurs mobilières de placement. Elle apparaît comme la différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

Avec un fonds de roulement positif (+ 125 K€), le BFR négatif de -579 K€ génère une trésorerie de +703 K€ au 31 décembre 2008.

Les difficultés de trésorerie rencontrées en cours d'année nécessitent une mobilisation anticipée des emprunts prévus au budget pour éviter le recours à des lignes de trésorerie.



IV) MARGES DE MANOEUVRE

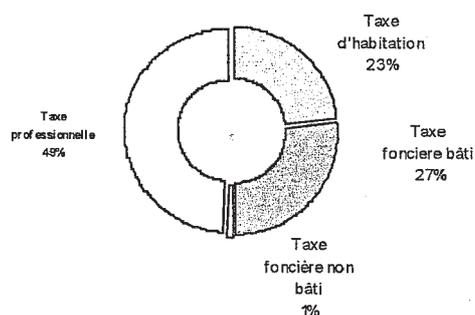
A) La fiscalité directe

La commune perçoit les 4 taxes à savoir :

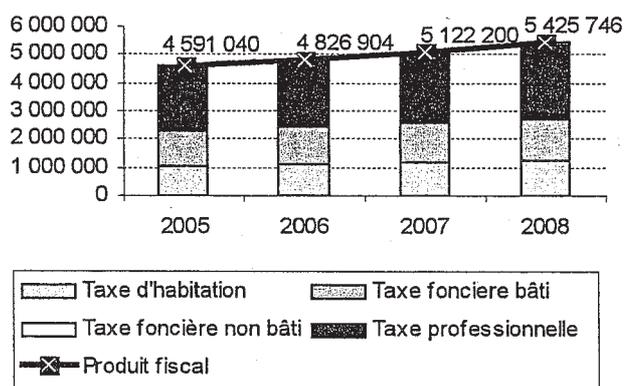
- La taxe d'habitation
- La taxe foncière sur les propriétés bâties
- La taxe foncière sur les propriétés non bâties.
- La taxe professionnelle.

Le produit fiscal total 2008 s'élève à **5 425 746 €** et se répartit comme suit.

Répartition des impôts locaux 2008



Evolution des impôts directs locaux



PRODUITS	2005	2006	2007	2008
Taxe d'habitation	1 057 883	1 105 277	1 177 699	1 259 498
Taxe foncière bâti	1 253 012	1 320 428	1 395 320	1 449 943
Taxe foncière non bâti	62 443	51 652	52 164	53 473
Taxe professionnelle	2 217 702	2 349 547	2 497 017	2 662 832
Produit fiscal	4 591 040	4 826 904	5 122 200	5 425 746

Le taux de progression des produits fiscaux est de **6%** entre 2007 et 2008.

DIFFERENTIEL PRODUITS	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Taxe d'habitation	47 394	72 422	81 799
Taxe foncière bâti	67 416	74 892	54 623
Taxe foncière non bâti	-10 791	512	1 310
Taxe professionnelle	131 845	147 470	165 815
Produit fiscal	235 863	295 296	303 546

EFFET BASE (différentiel base * tx N-1)	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Taxe d'habitation	47 394	72 422	81 799
Taxe foncière bâti	67 416	74 892	54 623
Taxe foncière non bâti	-10 791	512	1 310
Taxe professionnelle	131 845	147 470	165 815

Il convient de distinguer, dans les variations de base d'une année sur l'autre :

- Les variations de valeur purement **nominales**, résultant de la revalorisation forfaitaire annuelle des valeurs locatives foncières
- Les variations **physiques** de la matière imposable qui résultent des changements intervenus dans les locaux imposables

EFFET BASE (variation base nominale * tx N-1)	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Taxe d'habitation	19 042	19 895	18 843
Taxe foncière bâti	22 554	23 768	22 325
Taxe foncière non bâti	1 124	930	835

EFFET BASE (variation base physique * tx N-1)	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Taxe d'habitation	28 352	52 527	62 956
Taxe foncière bâti	44 861	51 124	32 298
Taxe foncière non bâti	-11 915	-418	475

► La taxe d'habitation

La taxe d'habitation est calculée d'après la valeur locative cadastrale. Cette valeur locative est diminuée pour les logements affectés à l'habitation principale du contribuable, d'abattements obligatoires ou facultatifs. Le montant de chaque cotisation individuelle est obtenu en multipliant la base nette d'imposition par les taux d'imposition votés par les collectivités territoriales au profit desquelles la taxe est perçue.

TAXE D'HABITATION	2006	2007	2008	2006/2007	2007/2008	2006/2007	2007/2008
base brute	11 264 128	11 958 374	12 602 232	694 246	643 858	6%	5%
base exonérée	1 404 268	1 465 109	1 405 965	60 841	- 59 144	4%	-4%
abattement	421 117	436 056	440 518	14 939	4 462	4%	1%
base nette imposée	9 438 743	10 057 209	10 755 749	618 466	698 540	7%	7%

La commune d'Uzès n'a institué aucun abattement facultatif, à savoir l'abattement général à la base, l'abattement spécial à la base et l'abattement handicapé. Les taux fixés pour les **abattements obligatoires** au titre des charges de famille correspondent aux **taux minimum**. Le montant des abattements 2008 est de **441 K€**.

► La taxe foncière sur les propriétés bâties

Le montant de la taxe due par chaque contribuable correspond au produit de la base d'imposition de la propriété par le taux de l'impôt. La base d'imposition d'un local est égal au revenu net cadastral qui est obtenu en appliquant à la valeur locative cadastrale un abattement de 50%.

BASE NETTE TFB	2005	2006	2007	2008	2006/2007	2007/2008
Locaux d'habitation ou à usage professionnel	5 297 453	5 631 354	5 890 824	6 156 829	5%	5%
Autres biens (hôtels, locaux commerciaux)	1 256 968	1 294 828	1 446 847	1 487 488	11,7%	3%
Etablissements industriels	552 853	563 483	576 793	579 975	2%	1%
Total	7 107 274	7 489 665	7 914 464	8 224 292	6%	4%

BASES EXONEREES TFB	2005	2006	2007	2008	2006/2007	2007/2008
<i>bases exonérées par la loi et compensées</i>						
Personnes de conditions modestes	142 014	135 126	160 367	156 388	19%	-2%
Exonérations de longue durée	95 798	93 337	78 582	85 863	-16%	9%
Exonérations TSE - HLM SEM		406 525	470 031	483 297		
Equidés						
<i>bases exonérées par la loi et non compensées</i>						
Exonération de 2 ans	286 579	275 417	378 270	428 838	37%	13%
Total	524 391	910 405	1 087 250	997 998	19%	-8%

► La taxe professionnelle

De la base brute à la base nette

La base brute d'imposition à la taxe professionnelle est constituée de deux éléments:

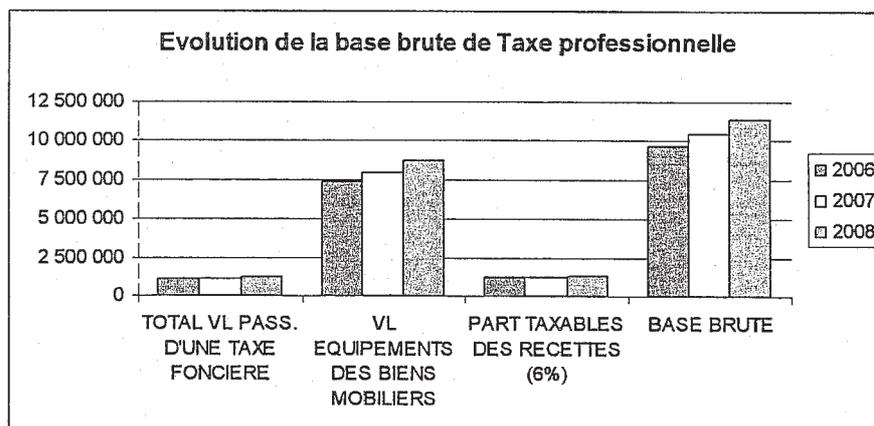
① la **valeur locative** de l'ensemble des immobilisations corporelles dont a disposé le redevable pour les besoins de sa profession :

⇒ Il s'agit aussi bien des immobilisations **passibles de la TFB ou TFNB** (les terrains, les bâtiments et aménagements faisant corps avec eux, les installations foncières, certains bateaux et bacs...),

⇒ que des autres immobilisations non passibles de TFPB ou TFPNB, c'est-à-dire les équipements et biens mobiliers (**EBM**) (le matériel, l'outillage et le matériel de bureau ; le matériel de transport, le matériel d'emballage et le mobilier, le matériel informatique)

② une **fraction des recettes** pour les titulaires de BNC, les agents d'affaires et intermédiaires de commerce, employant moins de cinq salariés et n'étant pas soumis à l'impôt sur les sociétés. Cette fraction est fixée à **6 %** depuis 2005 (8 % au titre de 2004 ; 9 % au titre de 2003).

DECOMPTE BASES AVT ABATTEMENT GENERAL 16 %	2006		2007		DIFFERENCE 2007 - 2006		2008		DIFFERENCE 2008 - 2007	
	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE
LOCAUX COMMERC. ET ASS. (C,L,V,B OU US)	913 169	419	967 520	418	54 351	-1	1 061 323	419	93 803	1
LOCAUX PROF. OU HAB. (P OU H)	123 324	125	113 307	113	-10 017	-12	130 211	117	16 904	4
ETAB.IND. : COMPTABLE (EVAL. A)	1 338 351	23	1 369 695	27	31 344	4	1 397 381	29	27 686	2
: BAREME (EVAL. E)	11 841	7	4 973	3	-6 868	-4	4 596	2	-377	-1
PROPRIETES NON BATIES	386	1	393	1	7		399	1	6	
TOTAL VL. PASS. D'UNE TAXE FONCIERE	2 387 071	497	2 455 888	482	68 817	-15	2 593 910	486	138 022	4
VL. EQUIPEMENTS DES BIENS MOBILIERES	11 488 754	279	12 340 208	293	851 454	14	13 247 550	307	907 342	14
PART TAXABLES DES RECETTES (6%)	972 861	143	982 821	139	9 960	-4	1 027 212	135	44 391	-4
TOTAL DES BASES BRUTES	14 848 686	601	15 778 917	601	930 231		16 868 672	609	1089 755	8



La base brute totale peut faire l'objet d'un certain nombre de **réductions** parmi lesquels on recense principalement:

- la réduction au profit des artisans non exonérés lorsqu'ils emploient salariés ;
- la réduction au profit des coopératives agricoles et SICA ;
- la réduction de 50% en cas de création d'établissement ;
- l'abattement général de 16% applicable à tous les redevables.

Dans certains cas, une **base minimum** peut se substituer à cette base d'imposition pour le calcul de la cotisation minimum.

De même, dans la mesure où elles s'appliquent, les exonérations votées par la collectivité ou instaurées par l'Etat viennent en déduction.

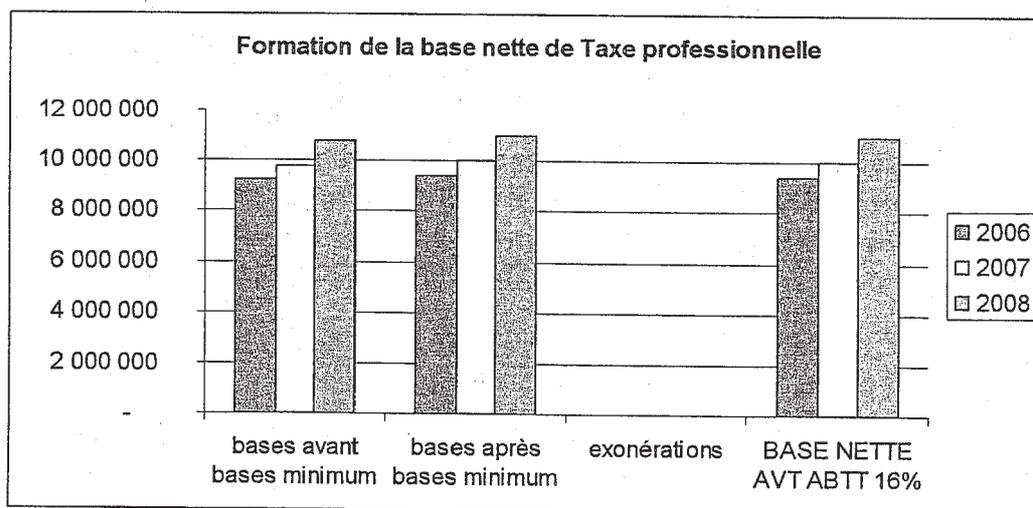
- ☞ Exonérations entreprises innovantes (art 1383 D et art 1466 D CGI) le 15/06/05
- ☞ Exonérations entreprise nouvelles (1464 B CGI) le 23/06/89
- ☞ Exonérations entreprise spectacle (art 1464 A1) le 30/03/00 et (art 1464 A4) le 23/09/02

	2006		2007		DIFFERENCE 2007 - 2006		2008		DIFFERENCE 2008 - 2007	
	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE
TOTAL DES BASES BRUTES	14 848 686	601	15 778 917	601	930 231		16 868 672	609	1 089 755	8
REDUCTION DE BASE	171 641		190 026		18 385		384 461		194 435	
BASES AVANT BASE MINIMUM	14 544 837	601	15 469 076	601	924 239		16 484 211	609	1 015 135	8
BASES APRES BASES MINIMUM	14 716 478	755	15 659 102	773	942 624	18	16 671 410	766	1 012 308	-7
EXONERATION (voir tableau synthèse)	56 668		79 372		22 704		56 840			
TOTAL	14 659 810		15 579 730		919 920		16 614 570		1 034 840	
Total * 84%	12 314 240		13 086 973		772 733		13 956 239		869 266	

Source Etat 1081 TP - DGFIP

BASES EXONEREES APRES DELIBERATION	2006		2007		Différence 2007-2006		2008		Différence 2008-2007	
	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE
AVANT ABAT GEN 16 %										
EXO 2 : ENT. NOUVELLES	9 967	2	16 164	16	6 197	14	48 366	15	32 202	1
EXO 3-4 : ENT. SPEC., CINEMAS	39 328	1	57 002	1	17 674	-	-	-	57 002	1
EXO 13 : J. ENT. INNOV.	7 373	1	6 206	1	- 1 167	-	8 474	1	2 268	-
Sous total	56 668		79 372		22 704		56 840		- 22 532	

Le changement de propriétaire du Cinéma « Le Capitole » va générer une taxation en 2009 concernant l'exercice 2008. Il n'y a donc pas d'exonération sur 2008.



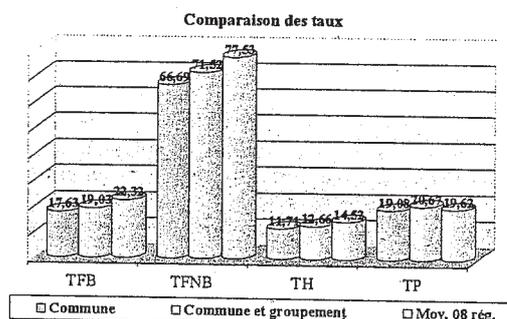
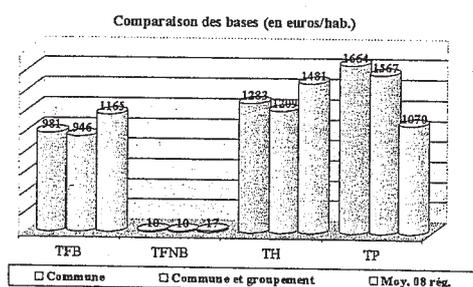
Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal

L'examen du coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (CMPF) permet d'évaluer la marge de manœuvre fiscale dont dispose la commune.

CMPF= Produit des 4 taxes (communes et groupement)/ Produit des bases communales par les taux moyens nationaux de la strate

Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal calculé avec les taux moyens			
Nationaux 2007	de la catégorie démographique		
	Départementale	Régionale	Nationale
1.07	NS	1.07	0.99

Les taux sont constants depuis 2005, en 2008, le taux de taxe d'habitation est de 11.71%, le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties est de 17.63%, le taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties est de 66.69% et le taux de taxe professionnelle de 19.08%.



L'augmentation des taux communaux décidée en 2009 réduit considérablement les marges de manœuvre en la matière :

- taxe foncière bâtie : 20,50% (soit +18,5%),
- taxe foncière non bâtie : 66,69% (inchangé)
- taxe d'habitation : 12,60% (soit + 7,6%)

B) Analyse de l'endettement

A l'exception d'un emprunt indexé sur le franc suisse (CRD 761600€ au 31/12/2008 soit 4,26% de l'encours) qui sera totalement amorti au 1^{er} février 2012, la dette est constituée majoritairement d'emprunts récents à taux fixe (56,41% de l'encours) et de prêts à taux variables (39,33%) indexés sur l'EURIBOR, le TAM ou le T4M.

Après une progression régulière entre 1998 (8 230K€) et 2003 (10 986K€), correspondant à un volume d'investissement de 1,8 millions d'euros par an, la dette s'accroît fortement entre 2004 (11 868 K€) et 2008 (17 878 K€) pour financer un rythme et un volume d'investissement très élevé (3,8 millions d'euros par an).

La dette par habitants passe ainsi de 1 415 € en 2004 à 2 132€ en 2008, bien au dessus des moyennes régionales (1578€) et départementales (1825€).

L'annuité passe ainsi de 166 € à 241 € par habitant en 5 ans, dépassant les moyennes régionales (183€) et départementales (215€).

Après neutralisation de l'emprunt destiné au financement de la gendarmerie, dont l'annuité est financé par le versement d'un loyer annuel de 144 K€, la dette s'élève à 1 980€/h en capital et à 224€/h en annuité.

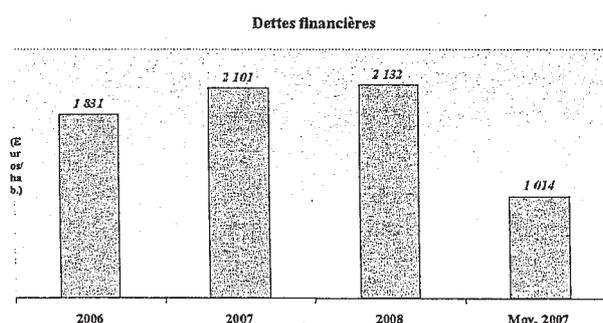
La dette actuelle ne sera totalement amortie qu'en 2037, et la commune ne retrouvera pas le niveau moyen régional (1592€/h soit 13,35 millions d'Euros) avant la fin 2014.

Il faudrait près de 35 années de CAF pour rembourser la dette actuelle.

Plus de 64 % de l'encours est constitué d'emprunts récents souscrits entre 2004 et 2008, pour un montant initial de 12,45 millions d'Euros, et 11,45 millions d'euros au 31 décembre 2008.

En contrepartie, les taux historiquement bas obtenus pendant cette période (4 à 5% maximum) limitent l'impact des frais financiers sur les charges d'exploitation et figent les annuités à taux fixes pour l'avenir.

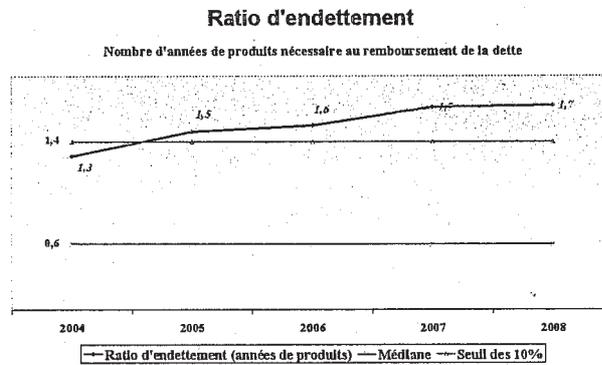
Évolution de la dette (Montant)



* Strate : communes de 5 000 à 10 000 hab ; Commune n'appartenant à aucun groupement

Le **ratio d'endettement** qui rapporte la dette aux produits de fonctionnement réels permet d'apprécier la solvabilité de la commune, à savoir sa capacité à rembourser ses dettes financières à partir de ses produits de fonctionnement. Le ratio communal reste supérieur au seuil de fragilité.

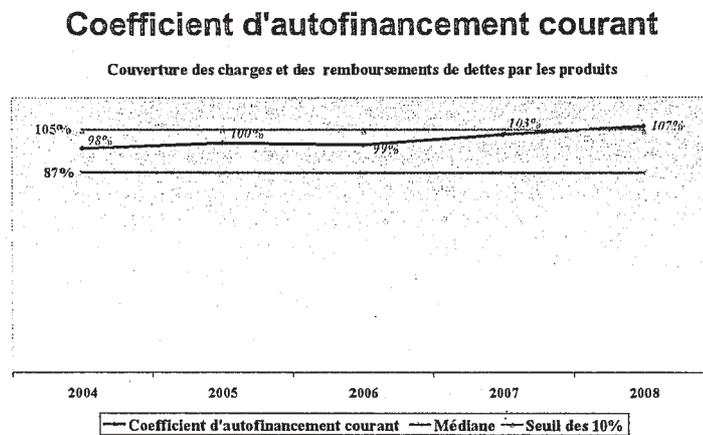
Il faudrait 1 an et 9 mois de produits de fonctionnement pour apurer la dette.



C) Le coefficient d'autofinancement courant

Le coefficient d'autofinancement courant (CAC) permet de mesurer l'aptitude de la commune à autofinancer ses investissements, après avoir couvert ses charges et les remboursements de dettes. Le seuil critique de 105% est dépassé pour la première fois en 2008, mais la CAF nette est négative depuis 2007.

Cela signifie que la Commune ne peut plus assumer le paiement des annuités d'emprunt sur ses ressources réelles de fonctionnement.



D) Analyse des facteurs externes de risques

Dans le cadre d'une convention tripartite pour l'exploitation du stationnement payant, signée en avril 1991, la Commune s'est engagée à garantir le paiement des annuités d'un contrat de crédit bail souscrit par la Sté SAAGEM – SEREP pour financer la construction d'un parking couvert : Le montant total des loyers à échoir entre 2009 et 2018 s'élève à 2 307 000 €.

Enfin, la vente des terrains aménagés de la ZAC « Mayac », qui devait combler le déficit de fonctionnement de 2008 (-407K€), pourrait s'avérer plus difficile à réaliser en raison de la crise du marché immobilier.

LEXIQUE

Actif

A l'actif du bilan sont inscrits l'ensemble des biens du patrimoine (immobilisations pour leur valeur historique) ainsi que l'ensemble des éléments n'ayant pas vocation à y rester de manière durable (stocks, créances, trésorerie). L'actif immobilisé brut représente l'ensemble des immobilisations inscrites au bilan fonctionnel pour une durée supérieure à un an (dépenses d'équipement, titres de participations, opérations pour comptes de tiers). L'actif circulant désigne les stocks et créances qui se renouvellent au cours de l'exercice.

Annuité de la dette

L'annuité de la dette est composée du montant des intérêts des emprunts et du montant du remboursement du capital. L'addition de ces deux montants permet de mesurer le poids exact de la dette à long et moyen terme pour les collectivités.

Autofinancement

(voir Capacité d'autofinancement)

Besoin en fonds de roulement (BFR)

Le BFR représente, à la fin d'un exercice comptable, l'excédent des crédits consentis aux redevables de la collectivité (restes à recouvrer) sur les crédits obtenus de ses créanciers (fournisseurs, État). Une créance crée un besoin de financement; la collectivité a constaté un produit, mais ce produit n'a pas encore été recouvré. A l'inverse, une dette génère une ressource; dans ce cas, la collectivité a effectivement enregistré une charge, mais celle-ci n'a pas encore été payée. Un BFR négatif constitue une ressource. En effet, cela signifie que les sommes non encore décaissées sont supérieures aux sommes non encore encaissées.

Bilan

Le bilan présente la situation patrimoniale de la collectivité à la date de clôture de l'exercice. Pour l'analyse financière, certaines rubriques du bilan sont reclassées afin de faire ressortir les grandeurs caractérisant la structure financière de la collectivité et d'apprécier son équilibre financier global.

Le bilan se présente sur deux colonnes: une colonne actif et une colonne passif. Il se découpe en trois grandes masses permettant de calculer trois grandeurs caractéristiques: les biens et financements à long terme (utilisés pour le calcul du fonds de roulement); l'ensemble des droits et obligations à court terme de la collectivité (calcul du besoin en fonds de roulement) et enfin la trésorerie dans son acception la plus large.

Capacité d'Autofinancement (C.A.F.)

Elle représente l'excédent des produits réels de fonctionnement (hors produits de cession d'immobilisation) sur les charges réelles de fonctionnement. La CAF permet de couvrir tout ou partie des dépenses réelles d'investissement (remboursements de dettes, dépenses d'équipement...).

Capitaux et assimilés

Ce sont les fonds à disposition de la commune à long terme hors dettes financières (dotations, réserves, résultat de l'exercice, subventions d'investissement, opérations pour comptes de tiers...).

Charges de fonctionnement réels

En analyse financière M14 , les charges réelles correspondent à des charges de fonctionnement qui donnent lieu ou donneront lieu à décaissement.

Financement disponible

Il représente le total des ressources (hors emprunts) dont dispose la collectivité pour investir, après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes financières.

Excédent brut de fonctionnement (EBF)

Il correspond à l'excédent des produits courants sur les charges courantes. C'est la ressource fondamentale de la commune indépendante des produits et charges financières et exceptionnelles.

Fonds de roulement

Le fonds de roulement est égal à la différence entre les financements disponibles à plus d'un an (les dotations et réserves, les subventions d'investissements, les amortissements et provisions, les dettes financières à moyen long terme) et les immobilisations (les investissements réalisés et en cours de réalisation). Cette différence correspond, en comptabilité budgétaire, à la somme des excédents définitifs que la commune a dégagés au cours du temps.

Produits de fonctionnement réels

En analyse financière M14 , les produits réels correspondent à des produits de fonctionnement (hors cession d'actifs) qui donnent lieu ou donneront lieu à encaissement.

Réel

En analyse financière , la notion de réel diffère de celle d'encaissement ou de décaissement. Est considéré comme réelle, une opération qui a ou aura (au cours d'un exercice ultérieur) un dénouement en trésorerie.

Résultat de fonctionnement ou résultat comptable

Différence entre le total des titres et le total des mandats émis en classe 7 et 6 de la section de fonctionnement.

Trésorerie

C'est l'ensemble des liquidités disponibles en caisse ou au compte au Trésor et des valeurs mobilières de placement.

ANNEXES

Rubrique	2004	2005	Var.	2006	Var.	2007	Var.	2008	Var.
1 Ressources fiscales	5 731 656	5 614 337	-2,0	6 073 215	8,2	6 481 132	6,7	6 626 066	2,2
2 Dotation globale de fonctionnement et autres dotations	2 616 799	2 698 279	3,1	2 838 325	5,2	2 849 684	0,4	2 743 345	-3,7
3 Autres produits courants	614 915	787 697	28,1	823 260	4,5	837 150	1,7	816 534	-2,5
I. PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT	8 963 370	9 100 313	1,5	9 734 800	7,0	10 167 966	4,4	10 185 945	0,2
4 Achats et charges externes	2 420 587	2 574 091	6,3	2 690 248	4,5	2 819 763	4,8	3 051 474	8,2
5 Frais de personnel	3 755 685	3 884 161	3,4	4 044 577	4,1	4 304 453	6,4	4 362 304	1,3
6 Subventions et participations versées	987 290	1 059 424	7,3	1 032 916	-2,5	1 251 764	21,2	1 245 970	-0,5
7 Impôts et taxes	24 465	22 126	-9,6	25 291	14,3	27 353	8,2	29 779	8,9
8 Autres charges de gestion courante	232 435	222 805	-4,1	220 458	-1,1	242 668	10,1	247 296	1,9
II. CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT	7 420 462	7 762 607	4,6	8 013 490	3,2	8 646 001	7,9	8 936 823	3,4
III EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT (I-II)	1 542 908	1 337 706	-13,3	1 721 310	28,7	1 521 965	-11,6	1 249 122	-17,9
9 Produits calculés: Reprises sur amortissements et provisions	0	0		0		0		0	
Transferts de charges d'exploitation	31 589	6 074	-80,8	0	-100,0	0		0	
10 Charges calculées	154 591	196 063	26,8	242 739	23,8	263 111	8,4	338 027	28,5
IV RESULTAT COURANT NON FINANCIER	1 419 906	1 147 717	-19,2	1 478 571	28,8	1 258 854	-14,9	911 095	-27,6
11 Produits financiers	104	43	-58,7	4 405	NS	2 012	-54,3	2 388	18,7
12 Charges financières	438 773	438 584	0,0	557 225	27,1	649 195	16,5	785 088	20,9
V. RESULTAT COURANT FINANCIER	-438 669	-438 541	0,0	-552 820	-26,1	-647 183	-17,1	-782 700	-20,9
VI RESULTAT COURANT (IV+V)	981 237	709 176	-27,7	925 751	30,5	611 671	-33,9	128 395	-79,0
13 Produits exceptionnels	351 611	162 637	-53,7	816 578	402,1	524 457	-35,8	66 686	-87,3
14 Charges exceptionnelles	308 179	39 001	-87,3	15 912	-59,2	503 226	NS	15 775	-96,9
VI RESULTAT EXCEPTIONNEL	43 432	123 636	184,7	800 666	547,6	21 231	-97,3	50 911	139,8
VI RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (VI+VII)	1 024 669	832 812	-18,7	1 726 417	107,3	632 902	-63,3	179 306	-71,7

UZES

Montants affichés en Euros

Taux de structure - Tableau des soldes intermédiaires de gestion (T.S.I.G.) - 2008

Rubrique	2004		2005		2006		2007		2008	
	Formation de l'E.B.F. (*)	%								
Détermination du résultat comptable										
1 Ressources fiscales	5 731 656	61,7	5 614 337	61,7	6 073 215	62,4	6 481 132	63,7	6 626 066	65,1
2 Dotation globale de fonctionnement et autres dotations	2 616 799	29,7	2 698 279	29,7	2 838 325	29,2	2 849 684	28,0	2 743 345	26,9
3 Autres produits courants	614 915	8,7	787 697	8,7	823 260	8,5	837 150	8,2	816 534	8,0
I. PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT	8 963 370	100,	9 100 313	100,	9 734 800	100,0	10 167 966	100,0	10 185 945	100,0
4 Achats et charges externes	2 420 587	28,3	2 574 091	28,3	2 690 248	27,6	2 819 763	27,7	3 051 474	30,0
5 Frais de personnel	3 755 685	42,7	3 884 161	42,7	4 044 577	41,5	4 304 453	42,3	4 362 304	42,8
6 Subventions et participations versées	987 290	11,6	1 059 424	11,6	1 032 916	10,6	1 251 764	12,3	1 245 970	12,2
7 Impôts et taxes	24 465	0,2	22 126	0,2	25 291	0,3	27 353	0,3	29 779	0,3
8 Autres charges de gestion courante	232 435	2,4	222 805	2,4	220 458	2,3	242 668	2,4	247 296	2,4
II. CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT	7 420 462	85,3	7 762 607	85,3	8 013 490	82,3	8 646 001	85,0	8 936 823	87,7
III EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT (-I-II)	1 542 908	14,7	1 337 706	14,7	1 721 310	17,7	1 521 965	15,0	1 249 122	12,3
Formation de l'E.B.F. (*)										
9 Produits calculés: Reprises sur amortissements et provisions	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Transferts de charges d'exploitation	31 589	0,5	6 074	0,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0
10 Charges calculées	154 591	14,7	196 063	14,7	242 739	14,1	263 111	17,3	338 027	27,1
IV RESULTAT COURANT NON FINANCIER	1 419 906	85,8	1 147 717	85,8	1 478 571	85,9	1 258 854	82,7	911 095	72,9
11 Produits financiers	104	0,0	43	0,0	4 405	0,3	2 012	0,1	2 388	0,2
12 Charges financières	438 773	32,8	438 584	32,8	557 225	32,4	649 195	42,7	785 088	62,9
V. RESULTAT COURANT FINANCIER	-438 669	-32,8	-438 541	-32,8	-552 820	-32,1	-647 183	-42,5	-782 700	-62,7
VI RESULTAT COURANT (IV+V)	981 237	53,0	709 176	53,0	925 751	53,8	611 671	40,2	128 395	10,3
13 Produits exceptionnels	351 611	12,2	162 637	12,2	816 578	47,4	524 457	34,5	66 666	5,3
14 Charges exceptionnelles	308 179	2,9	39 001	2,9	15 912	0,9	503 226	33,1	15 775	1,3
VI RESULTAT EXCEPTIONNEL	43 432	9,2	123 636	9,2	800 666	46,5	21 231	1,4	50 911	4,1
VI RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (VI+VII)	1 024 669	62,3	832 812	62,3	1 726 417	100,3	632 902	41,6	179 306	14,4

(*) Pourcentage apprécié par rapport aux produits de fonctionnement. (**) Pourcentage apprécié par rapport à l'E.B.F.

Tableau des soldes intermédiaires de gestion (T.S.I.G.) - 2008

Rubrique	2004	2005	Var.	2006	Var.	2007	Var.	2008	Var.
1 Ressources fiscales	5 731 656	5 614 337	-2,0	6 073 215	8,2	6 481 132	6,7	6 626 066	2,2
* Impôts locaux (montant brut)	4 706 059	4 628 176	-1,7	4 885 848	5,6	5 163 662	5,7	5 485 895	6,2
* Reversement de fiscalité des groupements	0	0		0		0		0	
* Autres impôts et taxes	1 025 597	986 161	-3,8	1 187 367	20,4	1 317 470	11,0	1 140 171	-13,5
2 Dotation globale de fonctionnement et autres dotations	2 616 799	2 698 279	3,1	2 838 325	5,2	2 849 684	0,4	2 743 345	-3,7
* DGF	1 998 144	2 150 996	7,6	2 220 741	3,2	2 242 253	1,0	2 268 931	1,2
* Attributions de péréquation et de compensation	406 361	349 918	-13,9	311 281	-11,0	248 089	-20,3	325 374	31,2
* Autres dotations et participations	212 294	197 365	-7,0	306 303	55,2	359 342	17,3	149 040	-58,5
3 Autres produits courants	614 915	787 697	28,1	823 260	4,5	837 150	1,7	816 534	-2,5
I. PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT	8 963 370	9 100 313	1,5	9 734 800	7,0	10 167 966	4,4	10 185 945	0,2
4 Achats et charges externes	2 420 587	2 574 091	6,3	2 690 248	4,5	2 819 763	4,8	3 051 474	8,2
5 Frais de personnel	3 755 685	3 884 161	3,4	4 044 577	4,1	4 304 453	6,4	4 362 304	1,3
6 Subventions et participations versées	987 290	1 059 424	7,3	1 032 916	-2,5	1 251 764	21,2	1 245 970	-0,5
7 Impôts et taxes	24 465	22 126	-9,6	25 291	14,3	27 353	8,2	29 779	8,9
8 Autres charges de gestion courante	232 435	222 805	-4,1	220 456	-1,1	242 668	10,1	247 296	1,9
II. CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT	7 420 462	7 762 607	4,6	8 013 490	3,2	8 646 001	7,9	8 936 823	3,4
III. EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT (-II)	1 542 908	1 337 706	-13,3	1 721 310	28,7	1 521 965	-11,6	1 249 122	-17,9
9 Produits calculés: Reprises sur amortissements et provisions	0	0		0		0		0	
Transferts de charges d'exploitation	31 589	6 074	-80,8	0	-100,0	0		0	
10 Charges calculées	154 591	196 063	26,8	242 739	23,8	263 111	8,4	338 027	28,5
IV. RESULTAT COURANT NON FINANCIER	1 419 906	1 147 717	-19,2	1 478 571	28,8	1 258 854	-14,9	911 095	-27,6
11 Produits financiers	104	43	-58,7	4 405	NS	2 012	-54,3	2 388	18,7
12 Charges financières	438 773	438 584	0,0	557 225	27,1	649 195	16,5	785 088	20,9
V. RESULTAT COURANT FINANCIER	-438 669	-438 541	0,0	-552 820	-26,1	-647 183	-17,1	-782 700	-20,9
VI. RESULTAT COURANT (IV+V)	981 237	709 176	-27,7	925 751	30,5	611 671	-33,9	128 395	-79,0
13 Produits exceptionnels	351 611	162 637	-53,7	816 578	402,1	524 457	-35,8	66 686	-87,3
14 Charges exceptionnelles	308 179	39 001	-87,3	15 912	-59,2	503 226	NS	15 775	-96,9
VI. RESULTAT EXCEPTIONNEL	43 432	123 636	184,7	800 666	547,6	21 231	-97,3	50 911	139,8
VI. RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (VI+VII)	1 024 669	832 812	-18,7	1 726 417	107,3	632 902	-63,3	179 306	-71,7

UZES

Commune membre d'un groupement

Montants affichés en Euros

Tableau des soldes intermédiaires de gestion (T.S.I.G.) - 2008

Analyse financière M14

Rubrique	2004		2005		2006		2007		2008	
				%		%		%		%
Détermination du résultat comptable										
1 Ressources fiscales	5 731 656	5 614 337	61,7	6 073 215	62,4	6 481 132	63,7	6 626 066	65,1	
* Impôts locaux (montant brut)	4 706 059	4 628 176	50,9	4 885 848	50,2	5 163 662	50,8	5 485 895	53,9	
* Reversement de fiscalité des groupements	0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	
* Autres impôts et taxes	1 025 597	986 161	10,8	1 187 367	12,2	1 317 470	13,0	1 140 171	11,2	
2 Dotation globale de fonctionnement et autres dotations	2 616 799	2 698 279	29,7	2 838 325	29,2	2 849 684	28,0	2 743 345	26,9	
* DGF	1 998 144	2 150 996	23,6	2 220 741	22,8	2 242 253	22,1	2 268 931	22,3	
* Attributions de péréquation et de compensation	406 361	349 918	3,8	311 281	3,2	248 089	2,4	325 374	3,2	
* Autres dotations et participations	212 294	197 365	2,2	306 303	3,1	359 342	3,5	149 040	1,5	
3 Autres produits courants	614 915	787 697	8,7	823 260	8,5	837 150	8,2	816 534	8,0	
I. PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT	8 963 370	9 100 313	100,	9 734 800	100,0	10 167 966	100,0	10 185 945	100,0	
4 Achats et charges externes	2 420 587	2 574 091	28,3	2 690 248	27,6	2 819 763	27,7	3 051 474	30,0	
5 Frais de personnel	3 755 685	3 884 161	42,7	4 044 577	41,5	4 304 453	42,3	4 362 304	42,8	
6 Subventions et participations versées	987 290	1 059 424	11,6	1 032 916	10,6	1 251 764	12,3	1 245 970	12,2	
7 Impôts et taxes	24 465	22 126	0,2	25 291	0,3	27 353	0,3	29 779	0,3	
8 Autres charges de gestion courante	232 435	222 805	2,4	220 458	2,3	242 668	2,4	247 296	2,4	
II. CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT	7 420 462	7 762 607	85,3	8 013 490	82,3	8 646 001	85,0	8 936 823	87,7	
III. EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT (I-II)	1 542 908	1 337 706	14,7	1 721 310	17,7	1 521 965	15,0	1 249 122	12,3	
Formation de l'É.B.F. (*)										
9 Produits calculés. Reprises sur amortissements et provisions	0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	
Transferts de charges d'exploitation	31 589	6 074	0,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	
10 Charges calculées	154 591	196 063	14,7	242 739	14,1	263 111	17,3	338 027	27,1	
IV. RESULTAT COURANT NON FINANCIER	1 419 906	1 147 717	85,8	1 478 571	85,9	1 258 854	82,7	911 095	72,9	
11 Produits financiers	104	43	0,0	4 405	0,3	2 012	0,1	2 388	0,2	
12 Charges financières	438 773	438 584	32,8	557 225	32,4	649 195	42,7	785 088	62,9	
V. RESULTAT COURANT FINANCIER	-438 669	-438 541	-32,8	-552 820	-32,1	-647 183	-42,5	-782 700	-62,7	
VI. RESULTAT COURANT (IV+V)	981 237	709 176	53,0	925 751	53,8	611 671	40,2	128 395	10,3	
13 Produits exceptionnels	351 611	162 637	12,2	816 578	47,4	524 457	34,5	66 686	5,3	
14 Charges exceptionnelles	308 179	39 001	2,9	15 912	0,9	503 226	33,1	15 775	1,3	
VI. RESULTAT EXCEPTIONNEL	43 432	123 636	9,2	800 666	46,5	21 231	1,4	50 911	4,1	

Montants affichés en Euros

UZES
Commune membre d'un groupement
Tableau des soldes intermédiaires de gestion (T.S.I.G.) - 2008

Analyse financière M14

VI	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (VI+VII)	1 024 669	832 812	62,3	1 726 417	100,3	632 902	41,6	179 306	14,4
----	-------------------------------------	-----------	---------	------	-----------	-------	---------	------	---------	------

(*) Pourcentage apprécié par rapport aux produits de fonctionnement. (**) Pourcentage apprécié par rapport à l'E.B.F.

Montants affichés en Euros

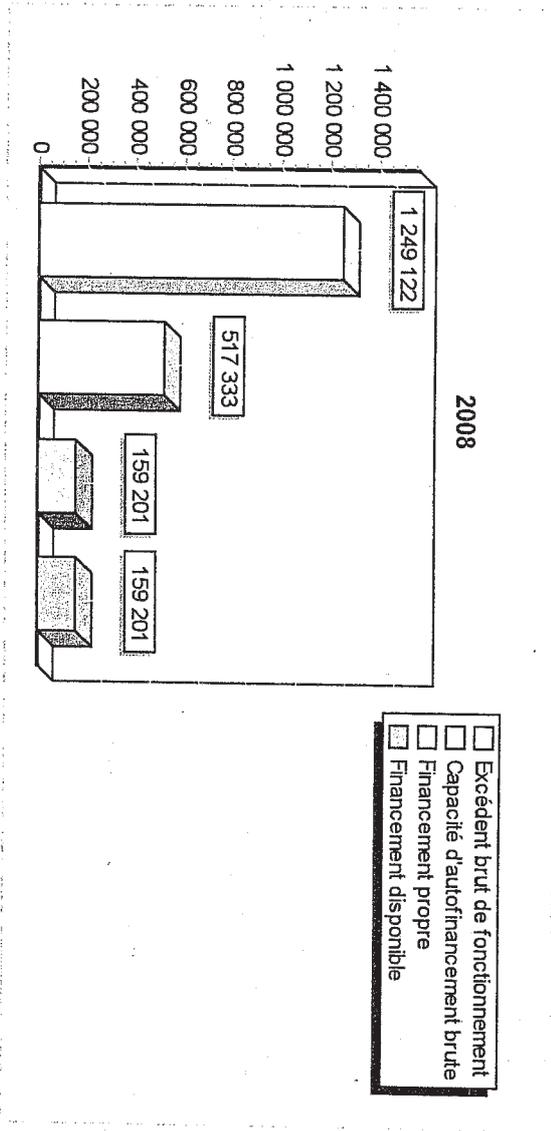
UZES

Tableau de calcul du financement disponible 2008

Analyse financière M14

Rubrique	2004	2005	Var.	2006	Var.	2007	Var.	2008	Var.
1 EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT	1 542 908	1 337 706	-13,3	1 721 310	28,7	1 521 965	-11,6	1 249 122	-17,9
1 Transferts de charges	31 589	6 074	-80,8	0	-100,0	0		0	
2 Produits financiers (hors reprises)	104	43	-58,7	4 405	NS	2 012	-54,3	2 388	18,7
3 Charges financières (hors dotations)	-438 773	-438 584	0,0	-557 225	-27,1	-649 195	-16,5	-785 088	-20,9
4 Produits exceptionnels (hors reprises)	48 695	138 519	184,5	26 088	-81,2	21 375	-18,1	51 332	140,1
5 Charges exceptionnelles (hors dotations)	-8 179	-11 957	-46,2	-370	96,9	-144	61,1	-421	-192,4
II CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT BRUTE	1 176 334	1 031 801	-12,3	1 194 208	15,7	896 013	-25,0	517 333	-42,3
6 Remboursement des dettes bancaires et assimilées	-953 010	-1 022 300	-7,3	-1 100 638	-7,7	-1 236 289	-12,3	-1 240 086	-0,3
7 Remboursement des autres dettes	0	0		0		0		0	
8 Refinancements à déduire	0	0		0		0		0	
III CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT NETTE	223 324	9 504	-95,7	93 570	884,8	-340 276	NS	-722 753	-112,4
9 Ressources propres	1 849 623	939 089	-49,2	804 301	-14,4	792 016	-1,5	866 600	9,4
10 Cessions d'actifs	302 926	2 227	-99,3	15 542	597,9	300 000	NS	15 354	-94,9
IV FINANCEMENT PROPRE	2 376 873	950 817	-60,0	913 413	-3,9	751 740	-17,7	159 201	-78,8
11 Autres recettes d'investissements	-300 000	0	100,0	190 940		0	-100,0	0	
V FINANCEMENT DISPONIBLE	2 075 873	950 817	-54,2	1 104 353	16,1	751 740	-31,9	159 201	-78,8

UZES
Tableau de calcul du financement disponible 2008



Montants affichés en Euros

ZZES
Equilibre du financement des investissements 2008

EMPLOIS	MONTANT	RESSOURCES	MONTANT
Immobilisations incorporelles, corporelles et en cours appartenant à la commune	3 000 291	Capacité d'auto-financement brute	5 17 333
Immobilisations affectées, concédées, mises à disposition ou n'appartenant pas à	0	Recettes affectées à l'investissement	326 211
Participations et autres immobilisations financières	0	Réductions d'immobilisations	15 354
Diminution des fonds propres	0	Augmentation des fonds propres	540 389
Charges à répartir	0	Mises à disposition, retour de biens, opérations pour le compte de tiers, correct	0
Remboursements de dettes non bancaires	0	Dettes non bancaires	0
Remboursements de dettes bancaires et assimilées	1 240 086	Emprunts bancaires encaissés et assimilés	1 500 000
Dont refinancements	0	Dont refinancements	0
Dont remboursements directs de l'exercice	1 240 086	Dont emprunts directs de l'exercice	1 500 000
TOTAL DES EMPLOIS STABLES D'INVESTISSEMENT	4 240 377	TOTAL DES RESSOURCES STABLES D'INVESTISSEMENT	2 899 287

VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL

1 341 090

Rubrique	2004	2005	Var.	2005	Var.	2007	% ebf	Var.	2008	% ebf	Var.
I PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT	8 963 370	9 100 313	1,5	9 734 800	7,0	10 167 966	10,2	4,4	10 185 945	10,0	0,2
Dont : - Impôts locaux	4 706 059	4 628 176	-1,7	4 885 848	5,6	5 163 662	5,6	5,7	5 485 985	5,4	6,2
- autres impôts et taxes	1 025 597	986 161	-3,8	1 187 367	20,4	1 317 470	11,0	11,0	1 140 171	8,5	-13,5
- dotations, subventions et participations	2 616 799	2 698 279	3,1	2 838 325	5,2	2 849 684	5,2	0,4	2 743 345	4,9	-3,7
- ressources d'exploitation	614 915	787 697	28,1	823 260	4,5	837 150	4,5	1,7	816 534	4,1	-2,5
II CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT	7 420 462	7 762 607	4,6	8 013 490	3,2	8 646 001	3,2	7,9	8 936 823	3,4	3,4
Dont : - charges de personnel	3 755 685	3 884 161	3,4	4 044 577	4,1	4 304 453	4,1	6,4	4 362 304	4,0	1,3
- subventions versées	987 290	1 059 424	7,3	1 032 916	-2,5	1 251 764	2,5	21,2	1 245 970	2,5	-0,5
- achats et charges externes	2 420 587	2 574 091	6,3	2 690 248	4,5	2 819 763	4,5	4,8	3 051 474	3,0	8,2
III EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT	1 542 908	1 337 706	-13,3	1 721 310	28,7	1 521 965	100,0	-11,6	1 249 122	81,4	-17,9
Variation des dettes d'exploitation	1 056 455	1 665 724	84,3	-114 170	NS	-98 854	-6,5	13,4	1 163 647	93,8	NS
Variation des créances d'exploitation	453 620	1 150 248	153,6	-351 721	NS	463 380	30,4	NS	-68 688	-5,3	NS
Variation des stocks	0	0	0	0	0	0	0,0	0	0	0	0
IV EXCEDENT DE TRESORERIE DE FONCTIONNEMENT	2 145 743	353 182	-83,5	1 968 861	454,6	959 731	63,1	-51,0	2 481 457	158,6	158,6
Produits financiers (hors reprises)	104	43	-58,7	4 405	NS	2 012	0,1	-54,3	2 388	18,7	18,7
Charges financières (hors dotations + ICNE)	-438 773	-438 584	0,0	-517 121	-17,9	-610 129	-40,1	-18,0	-727 510	-54,8	-19,2
V EXCEDENT DE TRESORERIE COURANTE	1 707 074	-85 359	NS	1 446 145	NS	351 614	23,1	-75,7	1 756 335	399,5	399,5
Recettes affectées à l'investissement	59 475	75 386	26,8	51 438	-31,8	71 576	4,7	39,2	95 228	33,0	33,0
Ressources externes d'investissement	1 790 148	863 703	-51,8	752 863	-12,8	720 440	47,3	-4,3	771 372	7,1	7,1
Dont : - FCTVA	438 047	169 512	-61,3	310 370	83,1	461 886	30,3	48,8	540 389	38,9	17,0
DGE	0	0	0	0	0	0	0,0	0	0	0	0
- Subventions	1 352 101	694 191	-48,7	442 493	-36,3	258 554	17,0	-41,6	230 983	17,7	-10,7
V EXCEDENT DE TRESORERIE DEFINITIVE hors cession	3 556 697	853 730	-76,0	2 250 446	163,6	1 143 630	75,1	-49,2	2 622 935	129,4	129,4
Acquisitions d'immobilisations	-4 714 116	-3 889 285	17,5	-3 797 725	2,4	-3 641 625	-239,3	4,1	-3 000 291	-17,6	17,6
Réductions d'immobilisations	302 926	2 227	-99,3	206 482	NS	300 000	19,7	45,3	15 354	94,9	94,9
Variation des dettes hors exploitation (dont oper. pour tiers)	11 901	25 372	113,2	-8 150	NS	21 770	1,4	NS	1 688	9,2	-92,3
Variation des créances hors exploitation (dont oper. pour tiers)	302 926	-302 926	NS	0	100,0	0	0,0	0	0	0	0
VII EXCEDENT DE TRESORERIE APRES INVESTISSEMENT	-1 145 518	-2 705 030	-136,1	-1 348 947	50,1	-2 176 225	-143,0	-61,3	-360 334	-33,4	83,4
Remboursement de dettes non bancaires	0	0	0	0	0	0	0,0	0	0	0	0
Remb. de dettes bancaires et assimilées (refin. déduits)	-953 010	-1 022 300	-7,3	-1 100 638	-7,7	-1 236 289	-81,2	-12,3	-1 240 086	-100,0	-0,3
Dettes non bancaires	0	0	0	0	0	0	0,0	0	0	0	0
Emprunts bancaires encaissés (refinancements déduits)	1 834 200	3 215 000	75,3	2 396 000	-25,5	3 500 000	230,0	46,1	1 500 000	-42,9	-57,1
VIII EXCEDENT DE TRESORERIE SUR CYCLE FINANCIER	881 190	2 192 700	148,8	1 295 362	-40,9	2 263 711	148,7	74,8	259 914	18,5	-88,5
Produits exceptionnels	80 274	144 593	80,1	26 088	-82,0	21 375	1,4	-18,1	51 332	140,1	140,1
Charges exceptionnelles	-8 179	-11 957	-46,2	-370	96,9	-144	-0,0	61,1	-421	-192,4	-192,4
IX EXCEDENT DE TRESORERIE SUR CYCLE EXCEPTIONNEL	72 095	132 636	84,0	25 718	-80,6	21 231	1,4	-17,4	50 911	139,8	139,8
X SOMME DES EXCEDENTS DE TRESORERIE DE	-192 233	-379 694	-97,5	-27 867	92,7	108 717	7,1	NS	49 509	46,5	NS
XI VARIATION DE LA TRESORERIE DE L'EXERCICE	-192 231	-379 700	-97,5	-27 861	92,7	108 715	7,1	NS	49 511	46,5	NS
Dont : variation des lignes de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0,0	0	0	0	0
Dont : variation de la trésorerie	-192 231	-379 700	-97,5	-27 861	92,7	108 715	7,1	NS	-49 511	-46,5	NS

UZES

Montants affichés en Euros

Bilan fonctionnel : 2008

Analyse financière M14

Rubriques	2006	2007	2008	Variation	Var. %
Capitaux propres	64 418 248	65 640 084	66 701 345	1 061 261	1,6
Provisions et amortissements	885 921	1 149 032	1 487 059	338 027	29,4
RESSOURCES PROPRES	65 304 169	66 789 116	68 188 404	1 399 288	2,1
Dettes financières (emprunts bancaires et assimilés)	15 354 914	17 618 625	17 878 540	259 915	1,5
Autres dettes financières	902	902	902	0	0,0
RESSOURCES A LONG ET MOYEN TERME	80 659 985	84 408 643	86 067 846	1 659 203	2,0
Immobilisations d'exploitation	78 002 372	81 140 913	84 141 203	3 000 290	3,7
Immobilisations hors exploitation	1 399 008	1 399 008	1 399 008	0	0,0
Immobilisations financières	403 877	403 877	403 877	0	0,0
Autres actifs immobilisés	0	0	0	0	
Opérations pour le compte de tiers et de particuliers (sd)	0	0	0	0	
Opérations pour le compte de tiers et de particuliers (sc)	0	0	0	0	
ACTIF IMMOBILISE BRUT	79 805 257	82 943 798	85 944 088	3 000 290	3,6
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	854 728	1 464 845	123 758	-1 341 087	-91,6
Stocks et en-cours	0	0	0	0	
Créances et comptes rattachés	325 422	455 570	383 791	-71 779	-15,8
Autres créances d'exploitation	2 613	20	7 635	7 615	NS
Comptes de liaison (sd)	252 874	585 518	0	-585 518	-100,0
Autres débiteurs	108 660	110 400	107 215	-3 185	-2,9
Opérations à classer ou à régulariser	1	1 440	0	-1 440	-100,0
Autres comptes transitoires (sd)	0	0	1	1	
ACTIFS D'EXPLOITATION	689 570	1 152 948	498 642	-654 306	-56,8
Dotations sur achats d'exploitation	214 788	263 550	155 646	-107 904	-40,9
Personnel et comptes rattachés	903	984	7	-977	-99,3
Dotations fiscales et sociales	685	5 375	0	-5 375	-100,0
Comptes de liaison (sc)	0	0	683 454	683 454	
Autres débiteurs divers	8 783	12 547	21 051	8 504	67,8
Opérations à classer ou à régulariser	156 440	185	611	426	230,3
Autres comptes transitoires (sc)	0	102	0	-102	-100,0
ACTES D'EXPLOITATION	381 599	282 743	860 769	578 026	204,4
SOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION	307 971	870 205	-362 127	-1 232 332	NS
Autres créances diverses	0	0	0	0	
Autres dettes diverses	57 119	78 888	80 556	1 668	2,1
Autres	40 104	79 170	136 748	57 578	72,7
SOINS EN FONDS DE ROULEMENT HORS EXPLOITATION	-97 223	-158 058	-217 304	-59 246	-37,5
SOINS EN FONDS DE ROULEMENT (BFR)	210 748	712 147	-579 431	-1 291 578	NS
Autres mobilières de placement	0	0	0	0	
Prêts et avances	0	0	0	0	
TRÉSORERIE MOBILISABLE	0	0	0	0	
Disponibilités	643 983	752 698	703 187	-49 511	-6,6
Crédits et lignes de trésorerie	0	0	0	0	
Disponibilités nettes	643 983	752 698	703 187	-49 511	-6,6
TRÉSORERIE NETTE	643 983	752 698	703 187	-49 511	-6,6

UZES

Montants affichés en Euros

Bilan fonctionnel : 2008

Analyse financière M14

Rubriques	2006	2007	2008	Variation	Var. %
VG-BFR=TRESORERIE	643 980	752 698	703 189	-49 509	-6,6
sorerie au 1er janvier de l'année	671 844	643 983	752 698	108 715	16,9
iation du fonds de roulement au cours de l'exercice	-297 378	610 117	-1 341 087	-1 951 204	NS
iation des B.F.R. au cours de l'exercice	-269 501	501 399	-1 291 578	-1 792 977	NS
ESORERIE AU 31/12	643 967	752 701	703 189	-49 512	-6,6

UZES
BESOINS ET RESSOURCES EN FONDS DE ROULEMENT INDUITS PAR LA VARIATION DES STOCKS, DES CREANCES
ET DES DETTES A COURT TERME

Analyse financière M14

Montants affichés en Euros

	Variations enregistrées au cours de l'exercice					
	Valeurs brutes			Sens de la variation		
	Rappel 2006	2007	2008	Besoins	Ressources	Solde
Variations des éléments d'exploitation						
Stocks hors terrains	0	0	0	0	0	0
Terrains stockés	0	0	0	0	0	0
Total stocks (sd)	0	0	0	0	0	0
Redevables et comptes rattachés	325 422	455 570	383 791		71 779	71 779
Autres comptes débiteurs	108 660	110 420	107 215		3 205	3 205
Etat et autres collectivités publiques	2 613	0	7 635	7 635		-7 635
Comptes de liaison (sd)	252 874	585 518	0		585 518	585 518
Opérations transitoires ou à régulariser	1	1 439	1	1	1 438	1 438
Total soldes débiteurs	689 570	1 152 947	498 642	7 635	661 940	654 305
Dettes sur achats d'exploitation	214 788	263 550	155 646		107 904	-107 904
Personnels et comptes rattachés	903	984	7	7	977	-977
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	685	4 246	0		4 246	-4 246
Etat et autres collectivités publiques	0	1 129	0		1 129	-1 129
Comptes de liaison (sc)	0	1	683 454		683 453	683 453
Opérations pour le compte de particuliers	0	0	0	0	0	0
Autres comptes créditeurs	8 783	12 547	21 051		8 504	8 504
Opérations transitoires ou à régulariser	156 440	287	610		323	323
Total soldes créditeurs	381 599	282 744	860 768	114 256	692 280	578 024
Besoins en fonds de roulement d'exploitation	307 971	870 203	-362 126		1 232 329	1 232 329

UZES
BESOINS ET RESSOURCES EN FONDS DE ROULEMENT INDUITES PAR LA VARIATION DES STOCKS, DES CREANCES
ET DES DETTES A COURT TERME

Analyse financière M14

Montants affichés en Euros

	Variations enregistrées au cours de l'exercice					
	Valeurs brutes			Sens de la variation		
	Rappel	2007	2008	Besoins	Ressources	Solde
Variations "hors exploitation"						
Débiteurs (acquéreurs de terrains)	0	0	0	0	0	0
Autres comptes débiteurs	0	0	0	0	0	0
Total soldes débiteurs	0	0	0	0	0	0
Fournisseurs	57 119	78 888	55 406	25 150	23 482	23 482
Autres redevables	0	0	25 150	25 150		-25 150
ICNE	40 104	79 170	136 748	57 578		-57 578
Total soldes créditeurs	97 223	158 058	217 304	82 728	23 482	-59 246
Besoins en fonds de roulement hors exploitation	-97 223	-158 058	-217 304		59 246	59 246
BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT	210 748	712 145	-579 430		1 291 575	1 291 575
Variations de la trésorerie						
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	0	0
Trésor, établissements financiers	643 983	752 698	703 187		49 511	49 511
Disponibilités chez les régisseurs	0	0	0	0	0	0
Avances de trésorerie versées	0	0	0	0	0	0
Total soldes débiteurs	643 983	752 698	703 187	0	49 511	49 511
Virements internes	0	0	0	0	0	0
Crédits et lignes de trésorerie	0	0	0	0	0	0
Total soldes créditeurs	0	0	0	0	0	0

UZES

Montants affichés en Euros

Calcul du financement disponible

Rubrique	2004	2005	Var.	2006	Var.	2007	Var.	2008	Var.
Produits de fonctionnement réels	9 043 748	9 244 949	2,2	9 765 293	5,6	10 191 353	4,4	10 239 665	0,5
- Charges de fonctionnement réelles	7 867 414	8 213 148	4,4	8 571 085	4,4	9 295 340	8,4	9 722 332	4,6
= Capacité d'auto-financement (CAF)	1 176 334	1 031 801	-12,3	1 194 208	15,7	896 013	-25,0	517 333	-42,3
- Remboursement de dettes	953 010	1 022 300	7,3	1 100 638	7,7	1 236 289	12,3	1 240 086	0,3
+ Refinancement à déduire	0	0		0		0		0	
= CAF nette	223 324	9 501	-95,7	93 570	884,8	-340 276	NS	-722 753	-112,4
+ Autres ressources d'investissement	1 852 549	941 316	-49,2	1 010 783	7,4	1 092 016	8,0	881 954	-19,2
= Financement disponible	2 075 873	950 817	-54,2	1 104 353	16,1	751 740	-31,9	159 201	-78,8

AF3 simplifié

Financement des investissements

Rubrique	2004	2005	Var.	2006	Var.	2007	Var.	2008	Var.
CAF	1 176 334	1 031 801	-12,3	1 194 208	15,7	896 013	-25,0	517 333	-42,3
Emprunts (refinancements déduits)	1 834 200	3 215 000	75,3	2 396 000	-25,5	3 500 000	46,1	1 500 000	-57,1
Autres ressources d'investissement	1 852 549	941 316	-49,2	1 010 783	7,4	1 092 016	8,0	881 954	-19,2
Total ressources	4 863 083	5 188 117	6,7	4 600 991	-14,3	5 488 029	19,3	2 899 287	-47,2
Dépenses d'équipement	4 714 116	3 635 585	-22,9	3 797 725	4,5	3 641 625	-4,1	3 000 291	-17,6
Remboursements de dettes (refinancements déduits)	953 010	1 022 300	7,3	1 100 638	7,7	1 236 289	12,3	1 240 086	0,3
Autres dépenses	0	253 700		0	-100,0	0		0	
Total emplois	5 667 126	4 911 585	-13,3	4 898 363	-0,3	4 877 914	-0,4	4 240 377	-13,1
Augmentation ou diminution(-) fonds de roulement	-804 043	276 532	NS	-297 372	NS	610 115	NS	-1 341 090	NS

UZES

Taux d'évolution

Tableau de ratios : 2008

Analyse financière M14

Montants affichés en Euros

RATIOS	2004	2005	2006	2007	2008
% aux produits de fonctionnement réels	9 043 748	9 244 949	9 765 293	10 191 353	10 239 665
Ressources fiscales	63,4	60,7	62,2	63,6	64,7
DGF et autres dotations	28,9	29,2	29,1	28,0	26,8
Autres produits réels	7,7	10,1	8,7	8,4	8,5
% aux charges de fonctionnement réelles	7 867 414	8 213 148	8 571 085	9 295 340	9 722 332
Charges de personnel	47,7	47,3	47,2	46,3	44,9
Subventions et participations	12,5	12,9	12,1	13,5	12,8
Charges financières	5,6	5,3	6,5	7,0	8,1
Autres charges réelles	34,1	34,5	34,3	33,2	34,2
Autres ratios					
Coefficient d'autofinancement courant	0,98	1,00	0,99	1,03	1,07
Rigidité des charges structurelles	0,50	0,51	0,51	0,52	0,54
Encours de dettes/CAF	10,09	13,63	12,86	19,66	34,56
Encours de dettes/Produits de fonctionnement	1,31	1,52	1,57	1,73	1,75
CAF/produits de fonctionnement réels	0,13	0,11	0,12	0,09	0,05
Coefficient d'autofinancement courant avec CLTR	0,98	1,00	0,99	1,03	1,07

Montants affichés en Euros

Bilan fonctionnel : 2008

Analyse financière M14

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	Variation	Var. %
Capitaux et assimilés (1)	61 561 527	63 290 123	65 304 169	66 789 116	68 188 404	1 399 288	2,1
Dettes financières (2)	11 867 755	14 060 454	15 365 816	17 619 527	17 879 442	259 915	1,5
RESSOURCES STABLES (3) (1+2)	73 429 282	77 350 577	80 659 985	84 408 643	86 067 846	1 659 203	2,0
ACTIF IMMOBILISE BRUT (4)	72 553 712	76 198 471	79 805 257	82 943 798	85 944 088	3 000 290	3,6
FONDS DE ROULEMENT (3-4)	875 570	1 152 106	854 728	1 464 845	123 758	-1 341 087	-91,6
Créances	892 501	773 467	436 695	565 990	498 641	-67 349	-11,9
Liaison avec les BA	-1	262 117	252 874	585 518	0	-585 518	-100,0
Autres dont comptes de régularisation	736	5 705	1	1 439	1	-1 438	-99,9
ACTIF CIRCULANT (1)	893 236	1 041 289	689 570	1 152 947	498 642	-654 305	-56,8
Dettes	367 827	550 437	282 278	361 344	257 260	-104 084	-28,8
Liaison avec les BA	699 031	0	0	1	683 454	683 453	NS
Autres dont comptes de régularisation	2 353	10 603	196 544	79 457	137 358	57 901	72,9
PASSIF CIRCULANT (1)	1 069 211	561 040	478 822	440 802	1 078 072	637 270	144,6
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (1-1)	-175 975	480 249	210 748	712 145	-579 430	-1 291 575	NS
Compte au Trésor (a)	1 051 544	671 845	643 983	752 698	703 187	-49 511	-6,6
Valeurs mobilières de placement (b)	0	0	0	0	0	0	0
Autres liquidités (c)	0	0	0	0	0	0	0
Crédits de trésorerie (d)	0	0	0	0	0	0	0
TRÉSorerie (a + b + c - d)	1 051 544	671 845	643 983	752 698	703 187	-49 511	-6,6
contrôle : FDR - BFR =	1 051 545	671 857	643 980	752 700	703 188	-49 512	-6,6

Fiche n°1 : Les ratios de niveau
SITUATION FINANCIERE : commune de UZES

Département : Gard
 Instruction comptable : M14
 Population avec double comptes :
 Catégorie démographique

8.386 habitants
 de 5.000 à 9.999 habitants

Poste : 030035
 N° INSEE : 334
 Gestion : 2006
 Date de traitement : Lundi 27 juillet 2009
 Situation définitive

	Montant en €	Montant en € par hab pour la catégorie démographique		
		Commune	Département	Région
FONCTIONNEMENT				
Total des produits de fonctionnement = A	10.555.784	1.259	1.245	1.224
dont : Impôts locaux (montant brut)	4.885.848	583	464	484
..... Fiscalité reversée	0	0	133	97
..... Autres impôts et taxes	1.187.366	142	147	132
..... Dotation globale de fonctionnement	2.220.741	265	237	236
..... Attributions de péréquation et de compensation	311.281	37	57	41
Total des charges de fonctionnement = B	8.829.366	1.053	1.126	1.093
dont : Charges de personnel (montant net)	4.044.575	482	514	529
..... Achat et charges externes (montants nets)	2.690.251	321	315	269
..... Charges financières	557.225	66	65	61
..... Contingents	375.352	45	65	57
..... Subventions versées	657.563	78	88	76
Résultat comptable = A - B = R	1.726.418	206	120	131
INVESTISSEMENT				
Total des ressources d'investissement budgétaires=C	4.613.202	550	576	618
dont : Excédents de fonctionnement capitalisés	900.034	107	94	146
..... Dettes bancaires et assimilées(hors ICNE) (1)	2.396.000	286	290	204
..... Autres dettes à moyen long terme	0	0	0	0
..... Subventions reçues	447.533	53	64	76
..... FCTVA	310.370	37	38	42
..... Autres fonds globalisés d'investissement	46.398	6	10	15
..... Amortissements	229.859	27	27	34
..... Provisions	0	0	1	0
Total des emplois d'investissement budgétaires = D	4.974.885	593	559	593
dont : Dépenses d'équipement	3.797.722	453	392	413
..... Remboursement de dettes bancaires et assimilées (1)	1.100.637	131	117	108
..... Remboursements des autres dettes à moyen long terme	0	0	0	0
..... Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0
..... Charges à répartir	0	0	0	2
..... Immobilisations affectées, concédées	0	0	0	0
Besoin de financement résiduel = D - C	361.683	43	-18	-25
+ Solde des opérations pour compte de tiers	0	0	3	1
Besoin de financement de la section d'investissement	361.683	43	-15	-24
Résultat d'ensemble	1.364.734	163	135	155
DETTE				
Encours total de la dette au 31 décembre	15.355.816	1.831	1.733	1.454
dont encours des dettes bancaires et assimilées	15.354.915	1.831	1.730	1.442
Annuités des dettes bancaires et assimilées (1)	1.657.862	198	180	165
Avances du Trésor (solde au 31/12)	0	0	0	0
FONDS DE ROULEMENT en fin d'exercice	854.730	102	209	140

(1)refinancements de dettes déduits si le compte 166 a été renseigné

Nombre de communes traitée(s) pour le Département : 13 soit 100% de la catégorie démographique du département
 Nombre de communes traitée(s) pour la Région : 60 soit 100% de la catégorie démographique de la région

Fiche n°2 : Les ratios de structure
SITUATION FINANCIERE : commune de UZES

Département : Gard
 Instruction comptable : M14
 Population avec double comptes : 8.386 habitants
 Catégorie démographique : de 5.000 à 9.999 habitants

Poste : 030035
 N° INSEE : 334
 Gestion : 2006
 Date de traitement : Lundi 27 juillet 2009
 Situation définitive

	Montant en €	Montant en € par hab pour la catégorie démographique		
		Commune	Département	Région
COMPOSANTES DE L'AUTOFINANCEMENT				
Excédent Brut de Fonctionnement	1.721.310	205	206	219
Résultat comptable = A - B = R	1.726.418	206	120	131
Produits de fonctionnement CAF	9.765.294	1.164	1.226	1.194
Charges de fonctionnement CAF	8.571.085	1.022	1.090	1.029
Capacité d'autofinancement = CAF	1.194.209	142	136	165
Produits de cessions d'immobilisations	15.542	2	10	26
CAF nette de remboursements de dettes bancaires et assimilées(1)	93.572	11	19	57

	la catégorie démographique		
	Commune	Département	Région
POURCENTAGE DANS LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT CAF			
Impôts locaux	50,03	37,83	40,54
Dotations et participations reçues	29,07	28,90	28,34
..... dont Dotation Globale de Fonctionnement	22,74	19,31	19,73
POURCENTAGE DANS LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT CAF			
dont: Achats et charges externes (montant net)	31,39	28,89	26,18
..... Charges de personnel (montant net)	47,19	47,18	51,47
..... Charges financières	6,50	6,00	5,94
..... Contingents	4,38	5,93	5,49
..... Subventions versées	7,67	8,11	7,35
POURCENTAGE DANS LES DEPENSES D'EQUIPEMENT			
CAF nette de remboursements de dettes bancaires et assimilées(1)	2,46	4,86	13,68
Dettes bancaires et assimilées (hors ICNE) (1)	63,09	73,87	49,26
Subventions reçues	11,78	16,34	18,39
FCTVA	8,17	9,62	10,16
AUTRES RATIOS			
Encours des dettes bancaires et assimilées au 31décembre / CAF	12,86	12,74	8,74
Annuités des dettes bancaires et assimilées(1) / EBF	0,96	0,87	0,75

(1)refinancements de dettes déduits si le compte 166 a été renseigné

Nombre de communes traitée(s) pour le Département : 13 soit 100% de la catégorie démographique du département
 Nombre de communes traitée(s) pour la Région : 60 soit 100% de la catégorie démographique de la région

**Fiche n°3 : La fiscalité
pesant sur les habitants du fait de la commune et de ses regroupements
SITUATION FINANCIERE DE LA commune de UZES**

Département : Gard		Poste :	030035
Instruction comptable : M14		N° INSEE :	334
Population avec double comptes :	8.386 habitants	Gestion :	2006
Catégorie démographique	de 5.000 à 9.999 habitants	Date de traitement :	Lundi 27 juillet 2009

I - LES PRODUITS DES IMPOSITIONS ET L EFFORT FISCAL(PRODUIT)

	Montant en €	Montant en € par hab pour la catégorie démographique			
		pour la commune	départementale	régionale	nationale
Taxes sur les propriétés foncières bâties	1.425.283	170	238	243	198
.....dont au profit de la commune seule	1.320.451				
Taxes sur les propriétés foncières non bâties	55.384	7	12	12	7
.....dont au profit de la commune seule	51.635				
Taxe d'habitation	1.194.407	142	185	203	151
.....dont au profit de la commune seule	1.105.200				
Taxe professionnelle	2.544.420	303	180	190	317
.....dont au profit de la commune seule	2.349.561				
Effort fiscal (produits) (1)	3.598.492	429	578	608	448

II - LES TAUX DES IMPOSITIONS

	Taux d'imposition (%) de la catégorie démographique			
	pour la Commune	départementale	régionale	nationale
Taxes sur les propriétés foncières bâties	19,03	21,02	21,57	19,88
.....dont au profit de la commune seule	17,63			
Taxes sur les propriétés foncières non bâties	71,51	77,08	75,85	56,42
.....dont au profit de la commune seule	66,69			
Taxe d'habitation	12,65	12,61	13,83	13,93
.....dont au profit de la commune seule	11,71			
Taxe professionnelle	20,66	17,04	19,36	15,03
.....dont au profit de la commune seule	19,08			

III - LE COEFFICIENT DE MOBILISATION DU POTENTIEL FISCAL

	CMPF calculé avec les taux moyens nationaux de la catégorie démographique			
	pour la Commune	départementale	régionale	nationale
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (1)	1,08	N.S.	1,07	0,99

(1) Les données figurant dans cette partie sont fournies par la Direction Générale des Collectivités locales.

Les données figurant sur cette fiche proviennent du fichier national de la fiscalité locale transmis par la Direction Générale des Impôts.
Les moyennes départementales, régionales et nationales sont calculées sur la base de l'ensemble des communes.

Fiche n°1 : Les ratios de niveau
SITUATION FINANCIERE : commune de UZES

Département : Gard
 Instruction comptable : M14
 Population avec double comptes : 8.386 habitants
 Catégorie démographique : de 5.000 à 9.999 habitants

Poste : 030035
 N° INSEE : 334
 Gestion : 2007
 Date de traitement : Lundi 27 juillet 2009
 Situation définitive

	Montant en €	Montant en € par hab pour la catégorie démographique		
		Commune	Département	Région
FONCTIONNEMENT				
Total des produits de fonctionnement = A	10.694.437	1.275	1.276	1.276
dont : Impôts locaux (montant brut)	5.163.662	616	474	501
..... Fiscalité reversée	0	0	135	103
..... Autres impôts et taxes	1.317.472	157	155	136
..... Dotation globale de fonctionnement	2.242.253	267	250	242
..... Attributions de péréquation et de compensation	248.089	30	56	38
Total des charges de fonctionnement = B	10.061.532	1.200	1.179	1.154
dont : Charges de personnel (montant net)	4.304.453	513	544	557
..... Achat et charges externes (montants nets)	2.819.761	336	310	274
..... Charges financières	649.195	77	79	66
..... Contingents	381.621	46	65	57
..... Subventions versées	870.144	104	91	77
Résultat comptable = A - B = R	632.905	75	96	122
INVESTISSEMENT				
Total des ressources d'investissement budgétaires=C	7.053.083	841	594	678
dont : Excédents de fonctionnement capitalisés	1.994.875	238	132	124
..... Dettes bancaires et assimilées(hors ICNE) (1)	3.500.000	417	212	250
..... Autres dettes à moyen long terme	0	0	0	1
..... Subventions reçues	258.553	31	42	90
..... FCTVA	461.886	55	36	48
..... Autres fonds globalisés d'investissement	71.576	9	13	17
..... Amortissements	263.111	31	28	36
..... Provisions	0	0	0	0
Total des emplois d'investissement budgétaires = D	5.080.994	606	648	646
dont : Dépenses d'équipement	3.641.623	434	431	466
..... Remboursement de dettes bancaires et assimilées (1)	1.236.289	147	112	128
..... Remboursements des autres dettes à moyen long terme	0	0	0	1
..... Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	1
..... Charges à répartir	0	0	0	0
..... Immobilisations affectées, concédées	0	0	0	0
Besoin de financement résiduel = D - C	-1.972.089	-235	55	-31
+ Solde des opérations pour compte de tiers	0	0	-1	0
Besoin de financement de la section d'investissement	-1.972.089	-235	53	-31
Résultat d'ensemble	2.604.994	311	43	152
DETTE				
Encours total de la dette au 31 décembre	17.619.528	2.101	1.817	1.572
dont encours des dettes bancaires et assimilées	17.618.626	2.101	1.815	1.560
Annuités des dettes bancaires et assimilées (1)	1.885.484	225	189	192
Avances du Trésor (solde au 31/12)	0	0	0	0
FONDS DE ROULEMENT en fin d'exercice	1.464.850	175	132	166

(1)refinancements de dettes déduits si le compte 166 a été renseigné

Nombre de communes traitée(s) pour le Département : 13 soit 100% de la catégorie démographique du département
 Nombre de communes traitée(s) pour la Région : 62 soit 100% de la catégorie démographique de la région

Fiche n°2 : Les ratios de structure
SITUATION FINANCIERE : commune de UZES

Département : Gard		Poste :	030035
Instruction comptable : M14		N° INSEE :	334
Population avec double comptes :	8.386 habitants	Gestion :	2007
Catégorie démographique	de 5.000 à 9.999 habitants	Date de traitement :	Lundi 27 juillet 2009
		Situation définitive	

	Montant en €	Montant en € par hab pour la catégorie démographique		
		Commune	Département	Région
COMPOSANTES DE L'AUTOFINANCEMENT				
Excédent Brut de Fonctionnement	1.521.968	181	191	217
Résultat comptable = A - B = R	632.905	75	96	122
Produits de fonctionnement CAF	10.191.355	1.215	1.262	1.223
Charges de fonctionnement CAF	9.295.339	1.108	1.136	1.066
Capacité d'autofinancement = CAF	896.016	107	126	157
Produits de cessions d'immobilisations	300.000	36	5	47
CAF nette de remboursements de dettes bancaires et assimilées(1)	-340.272	-41	14	29

	la catégorie démographique		
	Commune	Département	Région
POURCENTAGE DANS LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT CAF			
Impôts locaux	50,67	37,57	40,93
Dotations et participations reçues	27,96	28,10	27,48
..... dont Dotation Globale de Fonctionnement	22,00	19,84	19,75
POURCENTAGE DANS LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT CAF			
dont: Achats et charges externes (montant net)	30,34	27,30	25,67
..... Charges de personnel (montant net)	46,31	47,84	52,20
..... Charges financières	6,98	6,95	6,23
..... Contingents	4,11	5,70	5,31
..... Subventions versées	9,36	8,05	7,24
POURCENTAGE DANS LES DEPENSES D'EQUIPEMENT			
CAF nette de remboursements de dettes bancaires et assimilées(1)	-9,34	3,18	6,25
Dettes bancaires et assimilées (hors ICNE) (1)	96,11	49,09	53,75
Subventions reçues	7,10	9,74	19,34
FCTVA	12,68	8,26	10,28
AUTRES RATIOS			
Encours des dettes bancaires et assimilées au 31décembre / CAF	19,66	14,45	9,93
Annuités des dettes bancaires et assimilées(1) / EBF	1,24	0,99	0,88

(1)refinancements de dettes déduits si le compte 166 a été renseigné

Nombre de communes traitée(s) pour le Département : 13 soit 100% de la catégorie démographique du département
 Nombre de communes traitée(s) pour la Région : 62 soit 100% de la catégorie démographique de la région

Fiche n°3 : La fiscalité
pesant sur les habitants du fait de la commune et de ses regroupements
SITUATION FINANCIERE DE LA commune de UZES

Département : Gard
 Instruction comptable : M14
 Population avec double comptes :
 Catégorie démographique

8.386 habitants
 de 5.000 à 9.999 habitants

Poste : 030035
 N° INSEE : 334
 Gestion : 2007
 Date de traitement : Lundi 27 juillet 2009

I - LES PRODUITS DES IMPOSITIONS ET L EFFORT FISCAL(PRODUIT)

	Montant en €	Montant en € par hab pour la catégorie démographique			
		pour la commune	départementale	régionale	nationale
Taxes sur les propriétés foncières bâties	1.506.108	180	243	252	201
.....dont au profit de la commune seule	1.395.339				
Taxes sur les propriétés foncières non bâties	55.935	7	12	12	7
.....dont au profit de la commune seule	52.154				
Taxe d'habitation	1.272.832	152	191	212	153
.....dont au profit de la commune seule	1.177.777				
Taxe professionnelle	2.704.129	322	190	200	322
.....dont au profit de la commune seule	2.497.100				
Effort fiscal (produits) (1)	3.796.868	453	592	631	456

II - LES TAUX DES IMPOSITIONS

	Taux d'imposition (%) de la catégorie démographique			
	pour la Commune	départementale	régionale	nationale
Taxes sur les propriétés foncières bâties	19,03	21,07	21,70	19,94
.....dont au profit de la commune seule	17,63			
Taxes sur les propriétés foncières non bâties	71,51	77,32	76,13	56,42
.....dont au profit de la commune seule	66,69			
Taxe d'habitation	12,66	12,65	14,02	13,98
.....dont au profit de la commune seule	11,71			
Taxe professionnelle	20,66	17,32	19,49	15,17
.....dont au profit de la commune seule	19,08			

III - LE COEFFICIENT DE MOBILISATION DU POTENTIEL FISCAL

	CMPF calculé avec les taux moyens nationaux de la catégorie démographique			
	pour la Commune	départementale	régionale	nationale
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (1)	1,07	N.S.	1,07	0,99

(1) Les données figurant dans cette partie sont fournies par la Direction Générale des Collectivités locales.

Les données figurant sur cette fiche proviennent du fichier national de la fiscalité locale transmis par la Direction Générale des Impôts.
 Les moyennes départementales, régionales et nationales sont calculées sur la base de l'ensemble des communes.

Fiche n°1 : Les ratios de niveau
SITUATION FINANCIERE : commune de UZES

Département : Gard
 Instruction comptable : M14
 Population avec double comptes : 8.386 habitants
 Catégorie démographique : de 5.000 à 9.999 habitants

Poste : 030035
 N° INSEE : 334
 Gestion : 2008
 Date de traitement : Lundi 27 juillet 2009
 Situation définitive

	Montant en €	Montant en € par hab pour la catégorie démographique		
		Commune	Département	Région
FONCTIONNEMENT				
Total des produits de fonctionnement = A	10.255.018	1.223	1.318	1.284
dont : Impôts locaux (montant brut)	5.485.895	654	515	526
..... Fiscalité reversée	0	0	129	102
..... Autres impôts et taxes	1.140.171	136	153	130
..... Dotation globale de fonctionnement	2.268.931	271	254	246
..... Attributions de péréquation et de compensation	325.374	39	50	35
Total des charges de fonctionnement = B	10.075.716	1.201	1.267	1.186
dont : Charges de personnel (montant net)	4.362.305	520	587	570
..... Achat et charges externes (montants nets)	3.051.474	364	319	280
..... Charges financières	785.088	94	89	74
..... Contingents	384.188	46	64	56
..... Subventions versées	861.783	103	87	74
Résultat comptable = A - B = R	179.301	21	51	98
INVESTISSEMENT				
Total des ressources d'investissement budgétaires=C	3.214.858	383	458	540
dont : Excédents de fonctionnement capitalisés	533.096	64	129	139
..... Dettes bancaires et assimilées(hors ICNE) (1)	1.500.000	179	160	152
..... Autres dettes à moyen long terme	0	0	0	3
..... Subventions reçues	267.033	32	45	73
..... FCTVA	540.389	64	46	54
..... Autres fonds globalisés d'investissement	59.178	7	11	14
..... Amortissements	299.807	36	36	39
..... Provisions	0	0	0	0
Total des emplois d'investissement budgétaires = D	4.240.378	506	471	582
dont : Dépenses d'équipement	3.000.292	358	333	442
..... Remboursement de dettes bancaires et assimilées (1)	1.240.086	148	128	112
..... Remboursements des autres dettes à moyen long terme	0	0	0	2
..... Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	1
..... Charges à répartir	0	0	0	1
..... Immobilisations affectées, concédées	0	0	0	0
Besoin de financement résiduel = D - C	1.025.520	122	13	42
+ Solde des opérations pour compte de tiers	0	0	-2	-2
Besoin de financement de la section d'investissement	1.025.520	122	11	40
Résultat d'ensemble	-846.219	-101	40	58
DETTE				
Encours total de la dette au 31 décembre	17.879.442	2.132	1.800	1.590
dont encours des dettes bancaires et assimilées	17.878.540	2.132	1.797	1.576
Annuités des dettes bancaires et assimilées (1)	2.025.174	241	214	183
Avances du Trésor (solde au 31/12)	0	0	0	0
FONDS DE ROULEMENT en fin d'exercice	123.755	15	40	81

(1)refinancements de dettes déduits si le compte 166 a été renseigné

Nombre de communes traitée(s) pour le Département : 13 soit 100% de la catégorie démographique du département
 Nombre de communes traitée(s) pour la Région : 62 soit 100% de la catégorie démographique de la région

Fiche n°2 : Les ratios de structure
SITUATION FINANCIERE : commune de UZES

Département : Gard
 Instruction comptable : M14
 Population avec double comptes :
 Catégorie démographique

8.386 habitants
 de 5.000 à 9.999 habitants

Poste : 030035
 N° INSEE : 334
 Gestion : 2008
 Date de traitement : Lundi 27 juillet 2009
 Situation définitive

	Montant en €	Montant en € par hab pour la catégorie démographique		
		Commune	Département	Région
COMPOSANTES DE L'AUTOFINANCEMENT				
Excédent Brut de Fonctionnement	1.249.117	149	182	218
Résultat comptable = A - B = R	179.301	21	51	98
Produits de fonctionnement CAF	10.239.663	1.221	1.299	1.241
Charges de fonctionnement CAF	9.722.335	1.159	1.212	1.106
Capacité d'autofinancement = CAF	517.328	62	87	135
Produits de cessions d'immobilisations	15.354	2	16	38
CAF nette de remboursements de dettes bancaires et assimilées(1)	-722.758	-86	-41	23

	la catégorie démographique		
	Commune	Département	Région
POURCENTAGE DANS LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT CAF			
Impôts locaux	53,57	39,62	42,39
Dotations et participations reçues	26,79	27,44	27,15
..... dont Dotation Globale de Fonctionnement	22,16	19,54	19,79
POURCENTAGE DANS LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT CAF			
dont: Achats et charges externes (montant net)	31,39	26,30	25,36
..... Charges de personnel (montant net)	44,87	48,47	51,54
..... Charges financières	8,08	7,36	6,66
..... Contingents	3,95	5,26	5,07
..... Subventions versées	8,86	7,15	6,71
POURCENTAGE DANS LES DEPENSES D'EQUIPEMENT			
CAF nette de remboursements de dettes bancaires et assimilées(1)	-24,09	-12,43	5,25
Dettes bancaires et assimilées (hors ICNE) (1)	50,00	48,09	34,44
Subventions reçues	8,90	13,58	16,40
FCTVA	18,01	13,91	12,27
AUTRES RATIOS			
Encours des dettes bancaires et assimilées au 31décembre / CAF	34,56	20,63	11,67
Annuités des dettes bancaires et assimilées(1) / EBF	1,62	1,18	0,84

(1)refinancements de dettes déduits si le compte 166 a été renseigné

Nombre de communes traitée(s) pour le Département : 13 soit 100% de la catégorie démographique du département
 Nombre de communes traitée(s) pour la Région : 62 soit 100% de la catégorie démographique de la région

Fiche n°3 : La fiscalité
pesant sur les habitants du fait de la commune et de ses regroupements
SITUATION FINANCIERE DE LA commune de UZES

Département : Gard		Poste :	030035
Instruction comptable : M14		N° INSEE :	334
Population avec double comptes :	8.386 habitants	Gestion :	2008
Catégorie démographique	de 5.000 à 9.999 habitants	Date de traitement :	Lundi 27 juillet 2009

I - LES PRODUITS DES IMPOSITIONS ET L EFFORT FISCAL(PRODUIT)

	Montant en €	Montant en € par hab pour la catégorie démographique			
		pour la commune	départementale	régionale	nationale
Taxes sur les propriétés foncières bâties	1.565.134	187	261	264	209
.....dont au profit de la commune seule	1.449.957				
Taxes sur les propriétés foncières non bâties	57.345	7	12	12	7
.....dont au profit de la commune seule	53.464				
Taxe d'habitation	1.361.163	162	212	224	158
.....dont au profit de la commune seule	1.259.544				
Taxe professionnelle	2.884.225	344	199	212	333
.....dont au profit de la commune seule	2.662.878				
Effort fiscal (produits) (1)	4.121.704	491	618	654	472

II - LES TAUX DES IMPOSITIONS

	Taux d'imposition (%) de la catégorie démographique			
	pour la Commune	départementale	régionale	nationale
Taxes sur les propriétés foncières bâties	19,03	22,34	22,32	20,13
.....dont au profit de la commune seule	17,63			
Taxes sur les propriétés foncières non bâties	71,52	81,23	77,53	56,89
.....dont au profit de la commune seule	66,69			
Taxe d'habitation	12,66	13,71	14,52	14,10
.....dont au profit de la commune seule	11,71			
Taxe professionnelle	20,67	17,57	19,62	15,29
.....dont au profit de la commune seule	19,08			

III - LE COEFFICIENT DE MOBILISATION DU POTENTIEL FISCAL

	CMPF calculé avec les taux moyens nationaux de la catégorie démographique			
	pour la Commune	départementale	régionale	nationale
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (1)	0,51	N.S.	0,97	0,87

(1) Les données figurant dans cette partie sont fournies par la Direction Générale des Collectivités locales.

Les données figurant sur cette fiche proviennent du fichier national de la fiscalité locale transmis par la Direction Générale des Impôts. Les moyennes départementales, régionales et nationales sont calculées sur la base de l'ensemble des communes.

UZES

	2008	2009	Variation
DOTATION FORFAITAIRE	1 924 187	1 139 289	-40,79%
DOTATION DE SOLIDARITE RURALE	264 828	272 384	2,85%
FRACTION BOURG CENTRE	187 875	192 454	2,44%
FRACTION PEREQUATION	76 953	79 930	3,87%
<i>Part potentiel financier</i>	37 864	38 944	2,85%
<i>Part voirie</i>	8 250	8 595	4,18%
<i>Part population 3-16 ans</i>	30 839	32 391	5,03%
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	79 916	82 110	2,75%
DGF	2 268 931	1 493 783	-34,16%

LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES 2005

CAS GENERAL

A) Dotation de base

Population DGF 2005 de la commune		8 775
X coefficient multiplicateur de la population de la commune		1,478189
X 60,00 euros	X	60
= Dotation de base 2005	=	778 267

B) Dotation superficiare

Superficie 2005 de la commune en hectares		2 541
X 3 euros (5 euros pour les communes de montagne)	X	3
= Dotation superficiare 2005	=	7 623

C) Complément de garantie (éventuel)

Dotation forfaitaire 2004 de la commune		1 830 854
- Montant représentant ancienne compensation "part salaires"	-	776 653
- Montant représentant ancienne compensation des baisses de DCTP	-	
= Dotation forfaitaire 2004 de la commune hors part "compensations"	=	1 054 201
X taux de progression de la dotation forfaitaire 2005	X	1,01
= Dotation forfaitaire 2004 de la commune hors part "compensations" indexée	=	1 064 743

Complément de garantie 2005 oui

Dotation forfaitaire 2004 de la commune hors part "compensations" indexée		1 064 743
- dotation de base 2005	-	778 267
- dotation superficiare 2005	-	7 623
= Complément de garantie 2005	=	278 853

D) Part "compensations"

Montant représentant ancienne compensation "part salaires" *		776 653
+ Montant représentant ancienne compensation des baisses de DCTP	+	
= sous-total	=	776 653
X taux de progression de la dotation forfaitaire 2005	X	1,01
= Part "compensations" 2005	=	784 420

* En cas d'adhésion d'une commune à un EPCI à TPU au 1er janvier 2005, l'ancienne compensation de la "part salaires" est versée à l'EPCI en lieu et place de la commune

E) Dotation forfaitaire

Dotation de base 2005		778 267
+ Dotation superficiare 2005	+	7 623
+ Part "compensations" 2005	+	784 420
+ Complément de garantie 2005	+	278 853
= Dotation forfaitaire 2005	=	1 849 163

LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES 2006

CAS GENERAL

A) Dotation de base

Population DGF de la commune		8 775
X coefficient multiplicateur de la population de la commune		1,478188
X 60,00 euros	X	60,000
X taux de progression 2006	X	1,0204559
= Dotation de base 2006	=	794 186

B) Dotation superficiare

Dotation superficiare 2005		7 623
X taux de progression 2006	X	1,0204559
= Dotation superficiare 2006	=	7 779

C) Complément de garantie (éventuel)

Complément de garantie 2005		278 853
X 25% taux progression DGF		1,0068186
= Complément de garantie 2006		280 755

D) Part "compensations"

Montant représentant ancienne compensation "part salaires" et baisses de DCTP		784 420
X taux de progression de la dotation forfaitaire 2006	X	1,01363732
= Part "compensations" 2006	=	795 117

E) Dotation forfaitaire

Dotation de base 2006		794 186
+ Dotation superficiare 2006	+	7 779
+ Part "compensations" 2006	+	795 117
+ Complément de garantie 2006	+	280 755
= Dotation forfaitaire 2006	=	1 877 837

**LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES 2007
CAS GENERAL**

A) Dotation de base

Population DGF de la commune		8 775
X coefficient multiplicateur de la population de la commune		1,478188
X 61,227 euros	X	61,227
X taux de progression 2007	X	1,018764
= Dotation de base 2007	=	809 084

B) Dotation superficiaire

Dotation superficiaire 2006		7 779
X taux de progression 2007	X	1,018764
= Dotation superficiaire 2007	=	7 925

C) Complément de garantie (éventuel)

Complément de garantie 2006		280 755
X taux de progression 2007		1,006255
= Complément de garantie 2007		282 511

D) Part "compensations"

Montant représentant ancienne compensation "part salaires" et baisses de DCTP		795 117
X taux de progression de la dotation forfaitaire 2007	X	1,008757
= Part "compensations" 2007	=	802 080

E) Dotation forfaitaire

Dotation de base 2007		809 084
+ Dotation superficiaire 2007	+	7 925
+ Part "compensations" 2007	+	802 080
+ Complément de garantie 2007	+	282 511
= Dotation forfaitaire 2007	=	1 901 599

LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES 2008

CAS GENERAL

A) Dotation de base

Population DGF de la commune	8 775
X coefficient multiplicateur de la population de la commune	1,478188
X 62,376 euros	X 62,376
X taux de progression 2008	X 1,015620
= Dotation de base 2008	= 821 723

B) Dotation superficière

Dotation superficière 2007	7 925
X taux de progression 2008	X 1,015620
= Dotation superficière 2008	= 8 049

C) Complément de garantie (éventuel)

Complément de garantie 2007	282 511
X taux de progression 2008	X 1,005207
Complément de garantie 2008	= 283 982

D) Part "compensations"

Montant représentant ancienne compensation "part salaires" et baisses de DCTP	802 080
X taux de progression de la dotation forfaitaire 2008	X 1,010413
= Part "compensations" 2008	= 810 432

E) Dotation forfaitaire

Dotation de base 2008	821 723
+ Dotation superficière 2008	+ 8 049
+ Part "compensations" 2008	+ 810 432
+ Complément de garantie 2008	+ 283 982
= Dotation forfaitaire 2008	= 1 924 186

LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES 2009

CAS GENERAL

A) Dotation de base

Population DGF de la commune		8 707
X coefficient multiplicateur de la population de la commune		1,476890
X 64,174 euros	X	64,174
= Dotation de base 2009	=	825 233

B) Dotation superficiaire

Dotation superficiaire 2008		8 049
X taux de progression 2009	X	1,013000
= Dotation superficiaire 2009	=	8 153

C) Complément de garantie (éventuel)

Complément de garantie 2008		283 982
X taux de progression 2009		0,98
Complément de garantie 2009		278 302

D) Part "compensations"

Montant représentant ancienne compensation "part salaires" et baisses de DCTP		27 383
X taux de progression de la dotation forfaitaire 2009	X	1,008
= Part "compensations" 2009	=	27 602

E) Dotation forfaitaire

Dotation de base 2009		825 233
+ Dotation superficiaire 2009	+	8 153
+ Part "compensations" 2009	+	27 602
+ Complément de garantie 2009	+	278 302
= Dotation forfaitaire 2009	=	1 139 290